



Maintenant et demain
L'excellence dans tout ce que nous entreprenons

Évaluation du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire

Rapport final

Le 28 février 2017



**Évaluation du Fonds d'habilitation pour les communautés
de langue officielle en situation minoritaire**

Vous pouvez télécharger cette publication en ligne sur le site
canada.ca/publiccentre-EDSC.

Ce document est aussi offert sur demande en médias substituts
(gros caractères, braille, audio sur DC, fichiers de texte sur DC ou DAISY)
en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Si vous utilisez
un téléscripteur (ATS), composez le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2017

Pour des renseignements sur les droits de reproduction :
droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca

PDF

N° de cat. : Em20-78/2017F-PDF
ISBN/ISSN : 978-0-660-09983-5

EDSC

N° de cat. : SP-1156-09-17F

*Non classifié
RDVO*

*Évaluation du Fonds d'habilitation pour les
communautés de langue officielle en situation
minoritaire*

Rapport final

*Direction de l'évaluation
Direction générale des politiques stratégiques et de service
Emploi et Développement social Canada*

28 février 2017

Table des matières

<i>Liste des tableaux</i>	iii
<i>Liste des figures</i>	iii
<i>Sommaire</i>	iv
<i>Réponse de la direction</i>	vi
1. INTRODUCTION	1
2. DESCRIPTION DU PROGRAMME.....	1
3. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION	3
3.1 Portée et méthode de l'évaluation	3
3.2 Forces, faiblesses et limites de l'évaluation	4
4. CONSTATATIONS DE L'ÉVALUATION	5
4.1 Harmonisation des objectifs et des activités	5
4.2 Mise en œuvre des activités planifiées	11
4.3 Contribution à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés	11
5. CONCLUSIONS	13
6. RECOMMANDATIONS	14
<i>Liste des abréviations</i>	15
<i>Références</i>	16
Annexe A – Modèle logique	18
Annexe B – Liste des signataires d'accords de contribution	19
Annexe C – Objectifs, activités et résultats rapportés pour 2014-2015 et 2015-2016	20

Liste des tableaux

Tableau 1. Harmonisation avec les activités admissibles et les objectifs du Fonds d'habilitation.	8
Tableau 2. Sources de financement pour les cinq signataires d'accords de contribution sélectionnés	12

Liste des figures

Figure 1. Les objectifs du Fonds d'habilitation comparés à ceux des cinq organisations sélectionnées	6
--	---

Sommaire

L'objectif du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire est de favoriser le développement et la vitalité de ces communautés en renforçant les capacités des communautés et en favorisant les partenariats dans les domaines du développement des ressources humaines et du développement économique communautaire.

Des activités d'évaluation antérieures ont démontré la grande pertinence du programme, en particulier en ce qui concerne le respect des obligations juridiques d'Emploi et Développement social Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et en tant qu'élément de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*. Le programme a contribué à établir un réseau pancanadien capable d'exécuter des activités liées aux ressources humaines, au développement économique communautaire et au renforcement des capacités. Les activités menées par les signataires d'accords de contribution respectent les objectifs du programme et contribuent à créer des effets de levier positifs.

Pour réaliser l'évaluation de 2016-2017 du Fonds d'habilitation, les leçons apprises à la suite des évaluations précédentes ont été mises à contribution et la difficulté à évaluer l'impact et l'efficacité du programme ont été prises en compte. Cette évaluation, qui a été réalisée exclusivement au moyen d'un examen de la documentation, visait principalement à confirmer que les activités menées par les signataires d'accords de contribution demeurent compatibles avec les objectifs du Fonds d'habilitation et les activités admissibles dans le cadre de celui-ci. Comparativement aux évaluations précédentes du Fonds d'habilitation, la valeur ajoutée de cette évaluation est de démontrer que les instruments de collecte de données du programme sont en mesure de fournir suffisamment de données probantes pour confirmer que le programme atteint les objectifs établis.

Un examen préliminaire des rapports d'activités mené durant l'été 2016 a confirmé qu'il était possible de réaliser une évaluation du Fonds d'habilitation en se fondant uniquement sur un examen de la documentation. L'évaluation visait aussi à déterminer la mesure dans laquelle les activités mises en œuvre et les résultats rapportés ont directement contribué à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Les constatations tirées à la suite de l'évaluation démontrent que les objectifs et les activités élaborées et mises en place par les signataires d'accords de contribution en 2014-2015 et en 2015-2016 étaient toujours compatibles avec les objectifs du Fonds d'habilitation et les activités admissibles dans le cadre de celui-ci. De plus, les activités mises en place et les résultats rapportés contribuent à l'amélioration du développement des ressources humaines, au développement économique communautaire, au renforcement des capacités communautaires et au renforcement des partenariats. Les activités font en sorte que les particuliers, les employeurs et les organisations qui participent à ces activités sont mieux informés, plus compétents, mieux outillés et mieux servis. Finalement, malgré les limites existantes, le Fonds d'habilitation contribue réellement à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ces limites sont liées à la nature habilitante des activités et à l'existence d'importants facteurs externes.

Les recommandations découlant de l'examen de la documentation sont les suivantes :

- *Recommandation n° 1* : Il est important qu'Emploi et Développement social Canada envisage de réduire le fardeau lié à la production de rapports imposé aux signataires d'accords de contribution en équilibrant les besoins liés à la gestion des accords de contribution et les exigences en matière de production de rapports.
- *Recommandation n° 2* : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de participer à la vérification de la pertinence des activités menées par les signataires d'accords de contribution. Les représentants du programme doivent continuer à encourager la mise en commun des leçons apprises entre tous les signataires d'accords de contribution concernant le type d'activités entreprises et l'approche pour les mettre en oeuvre.
- *Recommandation n° 3* : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de réaliser un exercice de validation annuel avec les signataires d'accords de contribution au sujet des activités qu'ils ont mises en oeuvre et des résultats rapportés. Cela est particulièrement important pour vérifier le nombre de participants et d'employeurs ayant reçu des services, le nombre de personnes ayant obtenu de l'aide dans leur recherche d'emploi, les contributions à la création d'emplois et au développement d'entreprises et les investissements obtenus, mais aussi pour préciser les rôles joués par les organisations dans la mise en oeuvre des activités et des résultats rapportés. Il faudrait également utiliser des définitions communes pour les résultats d'intérêt.

Réponse de la direction

La Direction générale des compétences et de l'emploi d'Emploi et Développement social Canada est fière d'indiquer que l'évaluation du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire a confirmé que le programme était très pertinent et qu'il contribuait grandement à l'établissement d'un réseau pancanadien en mesure d'exécuter des activités liées au développement des ressources humaines, au développement économique communautaire, au renforcement des capacités communautaires et au renforcement des partenariats dans les communautés.

La Direction générale des compétences et de l'emploi était particulièrement heureuse que l'on ait constaté que le programme avait fait des progrès en ce qui concerne la collecte de données et que les instruments étaient maintenant en mesure de fournir suffisamment de données probantes pour confirmer que le programme atteignait ses objectifs. S'améliorer à cet égard était une priorité pour les responsables du programme puisque la dernière évaluation avait démontré qu'il y avait lieu d'améliorer le Fonds d'habilitation sur ce plan. Depuis, une nouvelle stratégie de mesure du rendement a été adoptée. De plus, les responsables du programme mènent un projet pilote sur l'utilisation d'un système de mesure des répercussions et des résultats faisant appel à des logiciels. Ce système permettra de mieux mesurer les impacts et fournira une solution pratique pour le stockage et l'analyse des données sur le rendement. À l'aide de ces outils, une base de données probantes commence à se former, permettant d'évaluer si les activités répondent aux besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire sur le plan du développement économique et des ressources humaines.

La Direction générale des compétences et de l'emploi accepte les recommandations découlant de l'évaluation et est heureuse de présenter la réponse de la direction.

Réponse de la direction

Recommandation n° 1 : Il est important qu'Emploi et Développement social Canada envisage de réduire le fardeau lié à la production de rapports imposé aux signataires d'accords de contribution en équilibrant les besoins liés à la gestion des accords de contribution et les exigences en matière de production de rapports.

La direction continue de s'efforcer d'améliorer les processus et d'élaborer des outils dans l'optique de réduire le fardeau lié à la production de rapports imposé à l'organisation. Les responsables du programme conviennent que des améliorations sont encore possibles et s'engagent à travailler avec les unités du Ministère concernées.

Recommandation n° 2 : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de participer à la vérification de la pertinence des activités menées par les signataires d'accords de contribution. Les représentants du programme doivent continuer à encourager la mise en commun des leçons apprises entre tous les signataires d'accords de contribution concernant le type d'activités entreprises et l'approche pour les mettre en oeuvre.

Vérification de la pertinence des activités

EDSC surveille et vérifie continuellement les activités au moyen de l'examen des rapports d'activités trimestriels et de discussions de surveillance périodiques sur les jalons du programme. Le Ministère continuera d'exercer cette surveillance et augmentera la fréquence des réunions bilatérales avec les organisations bénéficiaires. Des discussions plus fréquentes permettront d'obtenir la rétroaction des organisations locales et les représentants du programme pourront demander des précisions au besoin. Cela permettra la réévaluation et la revérification des activités pour faire en sorte qu'elles respectent les modalités du Fonds d'habilitation et qu'elles répondent aux besoins des communautés.

Même si un examen critique de la pertinence des activités est important pour une solide gestion de programme, les méthodes de vérification doivent tenir compte des conditions et des capacités locales. L'investissement soutenu en vue de l'amélioration des capacités communautaires grâce au Fonds d'habilitation a favorisé le perfectionnement de chefs de file du développement économique et de la main-d'oeuvre. Cela a aussi permis de perfectionner du personnel technique professionnel au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire, lequel personnel possède les connaissances et les réseaux nécessaires pour promouvoir la croissance économique de façon systématique et organisée à l'échelle locale. Par conséquent, il serait avantageux de mobiliser les intervenants du Fonds d'habilitation au niveau stratégique et pas seulement au niveau des activités individuelles. Cela aidera à faire en sorte que la vérification et les décisions sont orientées par une stratégie permettant aux représentants du programme d'évaluer l'ensemble de l'initiative et les probabilités que les activités individuelles entraînent des résultats concrets et contribuent aux objectifs plus larges. Par conséquent, le processus de validation impliquera de consulter les organisations faisant partie du Fonds d'habilitation au sujet de leurs plans stratégiques pour faire en sorte que tous comprennent les secteurs présentant des possibilités économiques, les obstacles à surmonter, et les éléments qui guideront l'orientation des initiatives et des activités potentielles.

Mise en commun des leçons apprises

Concrètement, le Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire crée un environnement favorisant la mise en commun des leçons apprises et des pratiques exemplaires. Le programme s'en tire bien en ce qui a trait à la coordination, à l'intégration et à l'échange d'information. Il le fait à l'aide de différents processus et outils conçus pour transmettre des connaissances, comme des bulletins d'information, des rapports et des réunions. La mise en commun des pratiques exemplaires est une bonne façon d'améliorer le rendement du Fonds d'habilitation en reproduisant les réussites dans le réseau et en reprenant à grande échelle des approches prometteuses, le cas échéant. Parmi les autres avantages, il n'y a pas de répétition inutile des activités et il y a une augmentation de plus en plus marquée de l'efficacité et des impacts des initiatives.

Le Réseau d'action économique pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire, que le Fonds d'habilitation soutient par l'entremise des services de secrétariat, rassemble les organisations signataires du Fonds d'habilitation, les intervenants en développement économique et les représentants du gouvernement en vue de déterminer les problèmes, d'élaborer des solutions et d'échanger dans le but d'apprendre les uns des autres et de collaborer.

Les organisations bénéficiaires de divers provinces et territoires travaillent de plus en plus en réseau pour développer des projets communs et échanger des ressources et des services. Un certain nombre d'approches développées sur le terrain ont été mises en place pour encourager un meilleur apprentissage au sein du réseau. Il y a eu, par exemple, la mise en place de groupes pancanadiens d'experts thématiques sur des questions prioritaires où le personnel technique a régulièrement l'occasion d'échanger. Le réseau élabore de plus en plus de processus systématiques efficaces pour mettre en commun les leçons apprises et les bonnes pratiques.

Les responsables du programme continueront de favoriser le renforcement des capacités des communautés à cet égard et chercheront des façons de créer des outils et des incitatifs pour favoriser l'échange d'information entre les organisations. Cela comprendra des engagements mutuels à prendre le temps qu'il faut pour déterminer, documenter et mettre en commun les leçons apprises et les pratiques exemplaires.

Recommandation n° 3 : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de réaliser un exercice de validation annuel avec les signataires d'accords de contribution au sujet des activités qu'ils ont mises en œuvre et des résultats rapportés. Cela est particulièrement important pour vérifier le nombre de participants et d'employeurs ayant reçu des services, le nombre de personnes ayant obtenu de l'aide dans leur recherche d'emploi, les contributions à la création d'emplois et au développement d'entreprises et les investissements obtenus, mais aussi pour préciser les rôles joués par les organisations dans la mise en œuvre des activités et des résultats rapportés. Il faudrait également utiliser des définitions communes pour les résultats d'intérêt.

Comme il a été démontré dans cette évaluation, il demeure difficile d'associer les extraits et les résultats obtenus uniquement aux activités menées par les signataires d'accords de contribution avec le seul financement du Fonds d'habilitation. Cela est considéré comme un problème commun étant donné la nature habilitante du programme et le grand nombre d'activités et d'initiatives entreprises avec la collaboration d'autres intervenants.

Compte tenu de cette recommandation, les représentants du programme ont dû considérer l'ensemble des données et la diversité des organisations, des services et des systèmes du Fonds d'habilitation. Il a été difficile de trouver des façons raisonnables et appropriées d'imposer une méthode commune étant donné que chaque organisation soutient ses propres hypothèses et a ses façons privilégiées de faire le suivi des résultats. Malgré les difficultés, les responsables du programme conviennent que plusieurs raisons justifient la création de définitions communes pour les résultats d'intérêt du Fonds d'habilitation et la création de davantage de rapports normalisés sur les indicateurs clés. Cela ne signifie pas que les organisations seront tenues d'avoir la même culture ou d'entreprendre les mêmes activités, mais les responsables du

programme doivent trouver des façons de mieux comprendre et de mieux tenir compte des différences entre ces organisations tout en élaborant des mesures de résultats plus compatibles.

Au cours des 12 prochains mois, le Fonds d'habilitation travaillera en collaboration avec les organisations signataires à la conception d'un cadre qui permettra la création d'une méthode commune pour la collecte de données sur les indicateurs clés ainsi qu'à l'analyse et à l'interprétation des résultats et des répercussions.

Les responsables du programme souhaitent mettre en place un cadre fondé sur les résultats doté de définitions claires afin de mesurer le rendement global du Fonds d'habilitation tout en continuant de faire preuve de souplesse envers les organisations pour qu'elles puissent mesurer ce qui compte dans leurs communautés respectives.

1. INTRODUCTION

Le présent rapport contient les constatations et les conclusions d'une évaluation à portée limitée du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire d'Emploi et Développement social Canada (EDSC). Le rapport est structuré de la façon suivante :

- La section 2 présente un aperçu du programme.
- La section 3 décrit la portée et la méthodologie de l'évaluation.
- La section 4 résume les constatations de l'évaluation.
- La section 5 résume les conclusions.
- La section 6 présente les recommandations.

2. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire vise à favoriser le développement et la vitalité de ces communautés en renforçant leurs capacités dans les secteurs du développement des ressources humaines et du développement économique communautaire et en faisant la promotion des partenariats de tous les niveaux, y compris au niveau des partenaires du gouvernement fédéral, pour regrouper les ressources et prendre des mesures concertées¹. Le programme est un élément de la stratégie du gouvernement du Canada concernant les langues officielles, tel qu'exprimé dans la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*.

Le Fonds d'habilitation et son prédécesseur, le Fonds d'appui (1999-2005), constituent les instruments clés d'EDSC en vue de se conformer à ses obligations juridiques prescrites par l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Aux termes du paragraphe 41(1) de la *Loi sur les langues officielles*, le « gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. » Le paragraphe 41(2) exige que des mesures positives soient prises pour la mise en œuvre de ces engagements.

Le Fonds d'habilitation représente un investissement de 69 millions de dollars sur cinq ans. Un budget annuel de 12 millions de dollars est attribué à l'aide des accords de contribution à 14 organisations comptant plus de 100 employés travaillant à 50 emplacements différents à l'échelle du pays. Un fonds opérationnel annuel de 1,8 million de dollars est géré par EDSC.

¹ Cette section emprunte librement des passages à la stratégie de mesure du rendement du Fonds d'habilitation préparé par la Direction des programmes d'emploi et des partenariats de la Direction générale des compétences et de l'emploi en octobre 2014.

On s'attend à ce que les signataires d'accords de contribution mènent des activités liées aux domaines suivants :

- Développement économique communautaire : Promotion des entreprises (p. ex. missions commerciales, soutien à la mise en place de chaînes d'approvisionnement), promotion des communautés en tant que destinations touristiques, tenue d'activités pour recruter des travailleurs, mise en place d'événements générant un revenu (p. ex. produits touristiques).
- Développement des ressources humaines : Élaboration d'outils d'apprentissage, animation d'activités d'apprentissage (p. ex. ateliers, séances de formation, camps), orientation et soutien aux chercheurs d'emploi, et aide aux employeurs pour répondre à leurs besoins en main-d'oeuvre qualifiée (p. ex. salons de l'emploi, services de jumelage).
- Capacités des communautés : Mise en place de processus pour encourager la participation communautaire (p. ex. planification économique communautaire, mise à profit des efforts des intervenants et établissement des priorités), occasions de réseautage d'affaires, évaluation des besoins locaux, et planification d'activités de perfectionnement.

Le Fonds d'habilitation soutient aussi le Réseau d'action économique, qui est le fruit d'un travail de collaboration entre le personnel du Fonds d'habilitation et des représentants d'organisations des communautés de langues française et anglaise en situation minoritaire qui sont des signataires d'accords de contribution du Fonds d'habilitation. Le Réseau rassemble des représentants fédéraux et communautaires ayant un mandat de développement économique et de développement des ressources humaines pour discuter de mécanismes et d'initiatives de coopération visant l'amélioration de la vitalité et du développement économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Le Réseau d'action économique permet aussi la collaboration sur des projets conjoints nommés projets phares, et l'on s'attend à ce qu'ils respectent les conditions suivantes :

- Élargir les projets existants (p. ex. pratiques exemplaires) ou réduire l'écart entre des projets existants.
- Avoir une portée ou un impact à l'échelle nationale, régionale ou multirégionale.
- Soutenir le développement ou l'approfondissement de la coopération et des partenariats entre les secteurs.
- Favoriser l'identification et la mise à l'essai des meilleures façons d'aider les personnes à devenir ou à rester aptes à occuper ou à reprendre un emploi et à être des membres productifs du marché du travail.
- Permettre un apprentissage important pour plusieurs intervenants.

L'annexe A présente le modèle logique du Fonds d'habilitation et l'annexe B fournit la liste des signataires d'accords de contribution.

3. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

3.1 Portée et méthode de l'évaluation

Portée de l'évaluation

L'évaluation du Fonds d'habilitation de 2016-2017, influencée par un certain nombre de facteurs et de considérations décrits à la section 3.2 plus bas, a une portée limitée. Elle est basée uniquement sur un examen de la documentation et vise principalement à répondre aux trois questions suivantes :

- Comme il a été établi dans les évaluations précédentes, les objectifs et les activités mis en place par les signataires d'accords de contribution en 2014-2015 et en 2015-2016 sont-ils toujours compatibles avec les objectifs du Fonds d'habilitation et les activités admissibles dans le cadre de celui-ci?
- Les résultats rapportés démontrent-ils le niveau de mise en oeuvre des activités planifiées par les signataires d'accords de contribution?
- Les activités mises en place et les résultats rapportés contribuent-ils directement à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire?

De plus, l'évaluation a pour but de faire état de la qualité et de l'intégrité de la collecte de données et des instruments de production de rapports.

Comparativement aux évaluations précédentes du Fonds d'habilitation, cette évaluation a comme valeur ajoutée de démontrer que les instruments de collecte de données du programme sont en mesure de fournir suffisamment de données probantes pour confirmer que le programme atteint les objectifs établis.

Méthode d'évaluation

Aux fins de l'évaluation, un examen de la documentation a été réalisé auprès des cinq signataires d'accords suivants, sur un total possible de 14 signataires :

- Comité d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC)
- Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) de l'Île-du-Prince-Édouard
- RDÉE Ontario
- Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)
- Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO)

Les organisations qui gèrent les accords de contribution à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) et aux Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont été sélectionnées au hasard parmi les organisations de l'Est et du Nord. L'organisation de l'Ontario a été sélectionnée en raison de la taille de la communauté francophone à qui elle offre des services, et l'organisation au Québec a été sélectionnée parce que c'est la seule qui offre des services aux anglophones au Québec.

Les documents examinés comprenaient :

- les accords de contribution de 2014-2017 signés avec les cinq organisations;
- huit rapports d'activités trimestriels par organisation, couvrant les exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016, pour un total de 40 rapports trimestriels;
- un rapport annuel produit par chaque organisation pour l'exercice financier 2014-2015, pour un total de cinq rapports annuels.

Les résultats (extrants et résultats) rapportés dans les rapports d'activités et les rapports annuels ont été classés par objectifs et activités prévues décrits dans les accords de contribution de 2014-2017. À partir de ces rapports trimestriels, des matrices détaillées ont été produites pour résumer tous les résultats rapportés pour 2014-2015 et 2015-2016. Les résultats rapportés pour 2014-2015 ont été comparés et complétés avec des renseignements fournis dans les rapports annuels de 2014-2015. L'annexe C fournit un résumé de tous les objectifs, activités et résultats rapportés pour chaque organisation pour 2014-2015 et 2015-2016.

3.2 Forces, faiblesses et limites de l'évaluation

Le Fonds d'habilitation a été soumis à d'importantes activités d'évaluation depuis sa création en 1999, avec trois rapports d'évaluation publiés en 2004, en 2010 et en 2013. Les leçons apprises de ces évaluations ont éclairé la conception de l'évaluation du Fonds d'habilitation de 2016-2017. Les évaluations précédentes ont confirmé :

- La grande pertinence du programme : Le Fonds d'habilitation est le principal programme d'EDSC dont le but est de répondre à ses obligations juridiques en vertu de la *Loi sur les langues officielles*. De plus, le financement du Fonds d'habilitation par EDSC est considéré comme faisant partie de la *Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018*. Finalement, des consultations avec les communautés ont assuré la pertinence des activités par rapport aux besoins locaux.
- Le programme a contribué à l'établissement d'un réseau pancanadien constitué de 14 organisations capables d'exécuter des activités liées au développement des ressources humaines, au développement économique communautaire et au renforcement des capacités.
- Les objectifs du programme, l'approche de mise en oeuvre et les activités réalisées par les signataires d'accords de contribution sont demeurés stables au fil du temps et ont continué de soutenir le développement des ressources humaines, le développement économique des communautés, ainsi que le renforcement de la capacité communautaire et des partenariats.
- Les activités menées par les signataires d'accords de contribution sont compatibles avec les objectifs du programme et contribuent à créer des effets de levier positifs.

Un examen préliminaire des rapports d'activités mené durant l'été 2016 a confirmé qu'il serait possible de réaliser une évaluation du Fonds d'habilitation en se basant uniquement sur un examen de la documentation.

Les leçons apprises des évaluations précédentes et l'examen préliminaire des documents ont confirmé ce qui suit :

- Il demeure difficile d'associer les extrants et les résultats obtenus uniquement aux activités menées par les signataires d'accords de contribution. Ce problème n'est pas inhabituel étant

donné la nature habilitante du programme et le contexte dans lequel les signataires d'accords de contribution mènent leurs activités. Ils dirigent de nombreuses activités et initiatives diversifiées, ou y participent, et d'autres intervenants sont aussi impliqués.

- Le Fonds d'habilitation est un programme qui se prête mal à une évaluation des impacts, notamment en raison de la difficulté d'identifier un facteur contrefactuel. En même temps, concevoir une évaluation en vue de vérifier l'atteinte de tous les résultats et de leur contribution directe aux objectifs du programme pourrait ne pas être l'approche la plus économique, compte tenu du nombre et de la nature des activités à large portée et d'importants facteurs externes pouvant influencer le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les signataires d'accords de contribution n'ont aucun contrôle sur les facteurs externes.

4. CONSTATATIONS DE L'ÉVALUATION

4.1 Harmonisation des objectifs et des activités

La première question d'évaluation avait pour but de confirmer si les objectifs et les activités mis en place par les signataires d'accords de contribution en 2014-2015 et en 2015-2016 étaient toujours compatibles avec les objectifs du Fonds d'habilitation et les activités admissibles dans le cadre de celui-ci.

La figure 1 démontre que les objectifs qu'ont énoncés les cinq organisations sélectionnées dans leur accord de contribution de 2014-2017 étaient compatibles avec les objectifs du Fonds d'habilitation. Ces objectifs sont centrés sur le renforcement des capacités, le développement économique des communautés et le développement des ressources humaines.

Figure 1. Les objectifs du Fonds d'habilitation comparés à ceux des cinq organisations sélectionnées

<p align="center">Objectifs du Fonds d'habilitation</p> <p align="center">Améliorer le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire en renforçant leurs capacités dans les domaines des ressources humaines et du développement économique communautaire et en faisant la promotion des partenariats.</p>	
<p align="center">CDEM Manitoba</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les compétences requises des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de répondre aux besoins du marché du travail au Manitoba. • Améliorer la capacité de développement économique des communautés en élaborant et en mettant en place des processus de planification et d'établissement des priorités, ainsi que des projets viables sur le plan économique. • Stimuler la vitalité économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de l'entrepreneuriat. 	<p align="center">Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO) des Territoires du Nord-Ouest</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les compétences et les capacités des organisations et des entrepreneurs francophones en ce qui a trait au développement économique, au développement des ressources humaines et à la planification dans leurs communautés. • Augmenter le recrutement et le maintien en poste de la main-d'œuvre et stimuler la création d'emplois. • Augmenter les compétences et les connaissances des chercheurs d'emploi, y compris les immigrants et les jeunes, pour le marché du travail local et les aider dans leur processus de recherche pour qu'ils trouvent rapidement un emploi et s'intègrent mieux sur le plan économique. • Inciter les entreprises et les investisseurs à collaborer avec le gouvernement territorial et élargir le bassin de sources potentielles d'investisseurs, d'entrepreneurs et de travailleurs qualifiés en recrutant et en intégrant des francophones aux T.N.-O. • Maximiser nos liens à titre de membre de RDÉE Canada et élaborer des initiatives intergouvernementales. • Élaborer et maintenir des communications efficaces pour la promotion d'activités, de services et d'initiatives à l'intention de la communauté francophone aux T.N.-O., aux membres et aux partenaires du CDETNO et à la communauté commerciale, et renforcer la structure organisationnelle.
<p align="center">RDÉE Île-du-Prince-Édouard</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offrir de nouvelles possibilités d'emploi et une sensibilisation au marché du travail, tout en permettant aux employeurs de trouver des ressources humaines qualifiées répondant aux exigences du marché du travail pour les personnes de moins de 40 ans. • Sensibiliser les communautés acadiennes et francophones de l'Î.-P.-É. à la possibilité de créer de nouveaux produits touristiques et renforcer les produits existants. • Sensibiliser les employeurs et la communauté francophone à l'importance de l'immigration francophone à l'Î.-P.-É. tout en renforçant la capacité professionnelle des nouveaux arrivants francophones. • Améliorer les fondements économiques des communautés acadiennes et francophones de l'Î.-P.-É. 	<p align="center">RDÉE Ontario</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comprendre les difficultés et les occasions liées à l'employabilité et au développement économique dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. • Comblent les lacunes en matière d'employabilité et de développement économique à l'aide d'un plan et de services pour répondre à l'offre et à la demande, et en renforçant et améliorant le rendement des organisations, des entreprises et des entrepreneurs, tout en réduisant l'écart entre eux et les occasions d'affaires. • Favoriser la confiance et la collaboration parmi les organisations, les entreprises, les gouvernements et la communauté pour encourager l'inclusion de tous dans la croissance des communautés.
	<p align="center">CEDEC Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revitaliser les économies locales à l'aide de la planification et de la mise en œuvre de projets axés sur la communauté. • Stimuler et appuyer le développement des petites entreprises pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec. • Renforcer et promouvoir la main-d'œuvre des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec pour améliorer la compétitivité sur le marché du travail. • Augmenter la capacité du CEDEC à diriger le développement économique et des ressources humaines des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec.

Le tableau 1 fournit un aperçu des principales activités planifiées et mises en œuvre par les signataires d'accords de contribution en relation avec les objectifs du Fonds d'habilitation et les activités admissibles à un financement dans le cadre de celui-ci. L'information fournie dans le tableau 1 confirme que les activités planifiées et mises en œuvre sont harmonisées avec les activités admissibles à un financement au titre du Fonds d'habilitation. Les cinq organisations sélectionnées ont atteint les objectifs suivants :

- Contribuer au développement des ressources humaines dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire en faisant ce qui suit :
 - Fournir de la formation et des ateliers à des personnes handicapées, à des jeunes et à de nouveaux arrivants pour les aider à s'intégrer au marché du travail.
 - Recueillir de l'information pertinente sur les emplois et les entreprises pour guider leurs activités.
 - Faire la promotion des emplois locaux à pourvoir auprès des jeunes et des immigrants afin de soutenir le maintien en poste de la main-d'œuvre ou le recrutement.
 - Participer à des salons de l'emploi et organiser des activités de réseautage entre les employeurs et les chercheurs d'emploi.
 - Encourager et sensibiliser les employeurs à l'embauche de jeunes et d'immigrants francophones.
 - Offrir de la formation en entrepreneuriat.
- Contribuer au développement économique des communautés en faisant ce qui suit :
 - Appuyer le développement et les projets coopératifs.
 - Faire la promotion de projets et d'activités touristiques, et créer des produits touristiques.
 - Promouvoir l'entrepreneuriat.
 - Fournir des services aux employeurs : plans d'affaires, marketing, recrutement, outils de ressources humaines, accès à du financement.
 - Organiser des activités à l'intention des employeurs pour faciliter le réseautage.
- Contribuer au renforcement de la capacité des communautés en faisant ce qui suit :
 - Soutenir l'élaboration de plans et de projets communautaires.
 - Aider les organisations communautaires à renforcer leurs capacités et à demander du financement.
 - Offrir des auto-évaluations aux communautés.
 - Élaborer des plans stratégiques et opérationnels pour des entreprises et des projets.
 - Mettre au point et gérer des entreprises sociales.
 - Organiser différentes activités de réseautage.
- Maintenir et renforcer des partenariats avec des organisations locales de développement économique, des municipalités, des ministères fédéraux et provinciaux, des organismes jeunesse, des écoles, des universités et des chambres de commerce.

Tableau 1. Harmonisation avec les activités admissibles et les objectifs du Fonds d'habilitation

Organisation	Développement des ressources humaines	Développement économique communautaire	Capacité des communautés
CDEM Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> • A offert des activités de formation et des services de soutien ciblant les personnes handicapées, les jeunes et les nouveaux arrivants. • A recueilli de l'information sur le marché du travail concernant les besoins du marché du travail, les postes à pourvoir, l'économie verte et les entreprises à vendre. • A offert de la formation en entrepreneuriat. 	<ul style="list-style-type: none"> • A appuyé le développement et les projets coopératifs. • A contribué à la promotion et au développement du tourisme. • A fait de la sensibilisation à l'entrepreneuriat. • A appuyé la mise en place de parcs d'éoliennes et a élaboré des plans d'action sur les changements climatiques. • A élaboré des plans d'affaires et a appuyé le marketing et l'accès à du financement. • A contribué à la création d'entreprises et d'emplois. 	<ul style="list-style-type: none"> • A travaillé en partenariat avec un grand nombre d'intervenants communautaires comme les organismes de développement local, les municipalités en milieu rural, les ministères et les organisations du Québec et du Manitoba, les organismes jeunesse, les écoles, une université et des chambres de commerce. • A appuyé l'élaboration de plans et de projets communautaires.
CDETNO des Territoires du Nord-Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • A offert de la formation en entrepreneuriat. • A recruté des travailleurs qualifiés pour le marché du travail francophone des T.N.-O. (séances d'information, salons de l'emploi et une campagne de recrutement). • A renforcé les capacités des ressources humaines d'entreprises à l'aide d'ateliers. • A appuyé les chercheurs d'emploi durant leur recherche d'emploi et leur réseautage. • A encouragé les employeurs à embaucher des immigrants et a fait de la publicité pour le nouveau système de sélection des candidats immigrants « Entrée express ». 	<ul style="list-style-type: none"> • A renforcé les capacités de nouvelles entreprises (réseautage et ateliers). • A facilité un voyage d'affaires pour les entrepreneurs provenant de l'extérieur des T.N.-O. • A fait la promotion des T.N.-O. dans les salons de l'emploi nationaux et internationaux. • A fourni de l'information sur les occasions d'affaires aux investisseurs. • A élaboré des documents promotionnels pour l'industrie du tourisme et a donné de l'information sur les occasions de financement dans un bulletin d'information. 	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu des réunions de planification stratégique avec des organismes communautaires et a aidé certains de ces organismes à présenter une demande de financement. • A mis en place une base de données des entreprises francophones. • A mené des consultations auprès de ses membres et a participé à des activités communautaires.
CEDEC Québec	<ul style="list-style-type: none"> • A perfectionné les compétences en matière d'animations touristiques et de planifications d'événements des participants au moyen d'expérience pratique. 	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu des événements touristiques et produit deux trousseaux touristiques pour une communauté. • A élaboré un plan de marketing agricole en collaboration avec des intervenants. • S'est chargé de la prestation du programme de 	<ul style="list-style-type: none"> • A réalisé huit évaluations des capacités communautaires et quatre plans de revitalisation communautaire. • A reçu du financement pour des propositions de projets de

Organisation	Développement des ressources humaines	Développement économique communautaire	Capacité des communautés
	<ul style="list-style-type: none"> • A produit neuf profils statistiques de communautés. • A offert des ateliers d'entrepreneuriat à 278 participants. • A organisé des activités de réseautage entre 175 employeurs et 900 chercheurs d'emploi. • A offert des ateliers sur les compétences en matière d'employabilité à 37 participants. • A élaboré une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec. 	<p>formation et de développement coopératif des compétences professionnelles afin de pourvoir des postes dans des secteurs où la demande est forte.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A fait la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes. 	<p>développement communautaire.</p>
RDÉE Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none"> • A offert des programmes d'entrepreneuriat et d'emploi aux jeunes. • A obtenu des postes pour 20 jeunes et des stages pour 25 étudiants. • A recruté des détenteurs de visas vacances-travail francophones et a encouragé les employeurs à les embaucher. • A fait la promotion du recrutement et de l'intégration des immigrants francophones aux employeurs. • A fourni de la formation sur le démarrage d'entreprises à des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> • A appuyé le développement de l'industrie du tourisme (plans stratégiques et plans d'action, affiches communautaires bilingues et formation aux organisateurs de voyages). • A renforcé la capacité des entrepreneurs à l'aide d'activités d'apprentissage, de réseautage et de mise en commun. • A contribué à la détermination des lacunes dans le développement économique communautaire. • A coordonné un voyage d'affaires à Québec pour les entrepreneurs. • A fourni du soutien aux entreprises. • A appuyé le développement du tourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> • A élaboré des outils en ligne et une base de données pour appuyer la coordination des partenaires participant à l'intégration des immigrants. • A appuyé les organismes communautaires et leur gouvernance (formation à l'intention des hauts dirigeants, planification et réseautage). • A appuyé un projet de rénovation d'école et l'organisation des Jeux de l'Acadie de 2015. • A aidé la chambre de commerce francophone et acadienne de l'Î.-P.-É. à offrir des activités à l'intention des entrepreneurs.
RDÉE Ontario	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni des services d'employabilité en vue d'intégrer de nouveaux immigrants francophones à l'industrie du tourisme. • A encouragé les employeurs à embaucher des francophones, y 	<ul style="list-style-type: none"> • A fait la promotion du tourisme francophone, a participé à des sommets sur le tourisme et a élaboré un produit touristique. • A fait la promotion de l'agrotourisme et de l'écotourisme. • A lancé et géré des produits d'agrotourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> • A contribué à l'élaboration de plans sur l'immigration et le développement économique à l'échelle de la francophonie. • A mené deux autoévaluations communautaires.

Organisation	Développement des ressources humaines	Développement économique communautaire	Capacité des communautés
	<p>compris des immigrants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A établi un répertoire des entreprises. • A fourni des ateliers de formation sur l'employabilité. • A fait la promotion des possibilités d'emploi locales aux jeunes de la région. • A publié des offres d'emploi. • A permis aux employeurs locaux d'annoncer leurs offres d'emploi durant un voyage en Europe. • A coordonné l'élaboration d'outils de ressources humaines pour RDÉE Canada. • A établi une entreprise sociale, une agence de recrutement. 	<ul style="list-style-type: none"> • A obtenu du financement gouvernemental pour l'élaboration d'un plan stratégique et opérationnel pour un réseau de l'industrie alimentaire. • A fait de la sensibilisation sur le secteur de l'agriculture et sur les produits alimentaires disponibles. • A mis des entrepreneurs en contact avec des joueurs du développement économique en France. • A aidé des femmes à rédiger un plan d'affaires, à acheter une entreprise ou à accéder à du financement. • A organisé de petites missions économiques pour des employeurs. • A rédigé un guide sur la relève en entreprise pour des entreprises sociales. • A appuyé des entreprises en démarrage. • A aidé des entreprises à accéder à du microcrédit. • A fait la promotion d'un programme de mentorat. • A organisé un forum international sur les alliances d'affaires dans le secteur des ressources naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> • A appuyé la gestion de quatre tables de concertation dans quatre régions. • A appuyé la gestion de la chambre de commerce. • A consacré des efforts à l'établissement d'une maison francophone à Toronto.

4.2 Mise en œuvre des activités planifiées

Chaque signataire d'accord de contribution a inclus dans son accord une liste d'objectifs liés à des activités et à des sous-activités qui étaient prévues pour la période de 2014 à 2017. Dans les rapports d'activités trimestriels et dans les rapports annuels, les organisations ont rapporté leurs résultats (extrants et résultats) en les classant par objectif et par activité/sous-activité indiqué dans l'accord de contribution ou dans une modification ultérieure. L'annexe C fournit des tableaux sommaires détaillés décrivant les résultats qui ont été rapportés comme étant réalisés par les signataires d'accords de contribution en 2014-2015 et en 2015-2016.

Dans l'ensemble, les cinq organisations ont consacré des efforts pour la mise en œuvre de la grande majorité de leurs activités prévues. Certaines activités ont été abandonnées ou ont échoué en raison d'un manque de financement, alors que d'autres ont été ajoutées à mesure que des occasions se présentaient. On a remarqué que certaines activités étaient :

- continuellement offertes, comme les services aux employeurs et les services d'employabilité fournis par une entité gérée par l'organisation elle-même;
- liées à un événement ou à une activité réalisée chaque année, alors que d'autres étaient liées à des événements ou à des projets précis.

4.3 Contribution à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés

Les données probantes résumées dans le tableau 1 et documentées à l'annexe C démontrent que les activités réalisées par les cinq organisations sélectionnées contribuaient à l'amélioration du développement des ressources humaines, au développement économique communautaire, au renforcement des capacités communautaires et au renforcement des partenariats.

Les activités et les résultats rapportés démontrent que les signataires d'accords de contribution ont respecté leurs résultats attendus comme le décrit le modèle logique du Fonds d'habilitation (voir l'annexe A). Par conséquent, les signataires d'accords de contribution ont contribué à faire en sorte que les particuliers, les employeurs et les organisations participant à ces activités soient plus informés, plus compétents, plus outillés et mieux servis, comme le prévoient les résultats immédiats du programme.

En respectant les limites existantes, un lien plausible relie les activités du Fonds d'habilitation et les résultats rapportés contribuant à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ces limites sont liées à la nature habilitante des activités, à l'existence d'importants facteurs externes et à la reconnaissance que les résultats rapportés sont uniquement attribuables aux efforts des signataires d'accords de contribution.

- Les signataires d'accords de contribution étaient tenus de diversifier leurs sources de financement pour pouvoir organiser des activités diversifiées et pertinentes qui pourraient ne pas être appuyées par le Fonds d'habilitation. Le tableau 2 donne un aperçu du niveau de financement reçu par les cinq organismes sélectionnés par le Fonds d'habilitation comparativement à toutes les autres sources. Malgré leur grande pertinence pour le développement et la vitalité des communautés, certaines activités rapportées par les

organismes sélectionnés ne sont pas directement financées par le Fonds d'habilitation (p. ex. l'intégration des immigrants).

- La nature habilitante des activités menées par les signataires d'accords de contribution exige que les communautés entreprennent des mesures supplémentaires pour profiter pleinement des avantages de ces activités et de ces interventions. Cela se traduit dans les résultats à court, à moyen et à long terme du Fonds d'habilitation qui sont présentés dans le modèle logique :
 - Résultat immédiat : *Les communautés sont mieux informées, formées, outillées et servies.*
 - Résultat intermédiaire : *Les communautés utilisent cette plus grande capacité pour se renforcer en développant leur économie et leurs ressources humaines.*
 - Résultat final : *Le développement économique et des ressources humaines des communautés est durable et il contribue à un marché du travail local inclusif et à l'amélioration de la vitalité de la communauté.*
- Des facteurs externes peuvent aussi influencer le développement et la vitalité de ces communautés et les signataires d'accords de contribution n'ont pas toujours de contrôle sur ceux-ci. Parmi ces facteurs, il y a les cycles économiques, les infrastructures de la communauté, les tendances socioéconomiques comme l'exode des jeunes, ainsi que l'emplacement géographique de la communauté de langue officielle en situation minoritaire (rural ou urbain).
- L'examen de la documentation a confirmé que des difficultés continues étaient associées à l'attribution des résultats rapportés uniquement aux activités réalisées par les signataires d'accords de contribution, en particulier parce qu'ils participent à un grand nombre d'activités et d'initiatives diversifiées auxquelles prennent part d'autres intervenants.

Tableau 2. Sources de financement pour les cinq signataires d'accords de contribution sélectionnés

Organisation	2014-2015		2015-2016	
	Fonds d'habilitation	Autres sources	Fonds d'habilitation	Autres sources
CDEM	520 000 \$	2 001 157 \$	545 000 \$	2 136 136 \$
RDÉE Ontario	2 000 000 \$	1 144 539 \$	1 931 711 \$	1 625 768 \$
CDETNO	334 000 \$	577 120 \$	330 990 \$	566 746 \$
RDÉE Î.-P.-É.	507 571 \$	315 501 \$	484 431 \$	431 453 \$
CEDEC	2 664 050 \$	286 212 \$	2 544 495 \$	757 889 \$

Sources : Les états financiers vérifiés ont été présentés par les cinq signataires d'accords de contribution sélectionnés.

5. CONCLUSIONS

Les données probantes présentées et examinées dans le présent rapport d'évaluation ont démontré que les objectifs et les activités réalisés et mis en place par les signataires d'accords de contribution sont toujours compatibles avec les objectifs et les activités admissibles du Fonds d'habilitation.

De plus, les activités mises en place et les résultats rapportés atteints par les signataires d'accords de contribution contribuent à l'amélioration du développement des ressources humaines, au développement économique communautaire, au renforcement des capacités communautaires et au renforcement des partenariats. Les activités rapportées font vraiment en sorte que les particuliers, les employeurs et les organisations qui y participent sont mieux informés, plus compétents, mieux outillés et mieux servis.

Selon les limites existantes, le Fonds d'habilitation contribue réellement à l'amélioration du développement et de la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ces limites sont liées à la nature habilitante des activités et à l'existence d'importants facteurs externes.

6. RECOMMANDATIONS

Un total de trois recommandations découle des résultats de l'évaluation. Les voici :

- Les rapports d'activités trimestriels sont exigés par EDSC pour la gestion des subventions et des contributions et permettent à EDSC de verser des paiements au cours de l'exercice. Ces rapports d'activités peuvent aussi être utilisés pour déterminer la mesure dans laquelle les signataires d'accords de contribution ont mis en œuvre les activités prévues. En tenant compte de la fréquence de production des rapports, peu de valeur est ajoutée en ce qui a trait aux résultats rapportés (extraits et résultats). Les rapports annuels peuvent suffire pour éclairer la mesure du rendement, la production de rapports sur les programmes et les activités d'évaluation, pour autant que les activités et les résultats rapportés soient validés par les signataires d'accords de contribution. Le personnel d'évaluation a dû mener des activités de recherche supplémentaires afin de comprendre et de pleinement apprécier la pertinence des activités rapportées et de la façon dont elles sont fournies.
 - *Recommandation n° 1* : Il est important qu'Emploi et Développement social Canada envisage de réduire le fardeau lié à la production de rapports imposé aux signataires d'accords de contribution en équilibrant les besoins liés à la gestion des accords de contribution et les exigences en matière de production de rapports.
 - *Recommandation n° 2* : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de réaliser un exercice de vérification annuel avec les signataires d'accords de contribution au sujet des activités qu'ils ont mises en œuvre et des résultats rapportés. Cela est particulièrement important pour vérifier le nombre de participants et d'employeurs ayant reçu des services, le nombre de personnes ayant obtenu de l'aide dans leur recherche d'emploi, les contributions à la création d'emplois et au développement d'entreprises et les investissements obtenus, mais aussi pour préciser les rôles joués par les organisations dans la mise en œuvre des activités et des résultats rapportés. Il faudrait également utiliser des définitions communes pour les résultats d'intérêt.
- L'examen de la documentation a confirmé que les objectifs et les activités réalisés par les signataires d'accords de contribution étaient toujours compatibles avec les objectifs et les activités admissibles du Fonds d'habilitation. En fait, cela s'effectue à l'étape de l'examen de la demande de financement auprès du Fonds d'habilitation, étape à laquelle les objectifs et les activités sont validés par des représentants du programme. L'évaluation n'avait pas pour but d'examiner la pertinence des activités prévues et réalisées par les signataires d'accords de contribution. Toutefois, il a été difficile de comprendre et de pleinement apprécier la pertinence et la théorie justifiant la mise en œuvre de certaines activités, comme des activités sur le démarrage d'entreprises et la sensibilisation à l'entrepreneuriat auxquelles des jeunes de 8 ans étaient invités à participer.
 - *Recommandation n° 3* : Il est recommandé que les représentants du programme continuent de participer à la vérification de la pertinence des activités menées par les signataires d'accords de contribution. Les représentants du programme doivent continuer à encourager la mise en commun des leçons apprises entre tous les signataires d'accords de contribution concernant le type d'activités entreprises et l'approche pour les mettre en œuvre.

Liste des abréviations

CDEM	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
CDETNO	Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest
CEDEC	Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire
EDSC	Emploi et Développement social Canada
Î.-P.-É.	Île-du-Prince-Édouard
RDÉE	Réseau de développement économique et d'employabilité
T.N.-O.	Territoires du Nord-Ouest

Références

Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire. *Rapport d'activités : avril-juin 2014, juillet-septembre 2014, octobre-décembre 2014, janvier-mars 2015, avril-juin 2015, juillet-septembre 2015, octobre-décembre 2015 et janvier-mars 2016.*

Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire. *Rapport d'activités annuel 2014-2015.*

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba. *Rapport d'activités : avril-juin 2014, juillet-septembre 2014, octobre-décembre 2014, janvier-mars 2015, avril-juin 2015, juillet-septembre 2015, octobre-décembre 2015 et janvier-mars 2016.*

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba. *Rapport d'activités annuel 2014-2015.*

Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest. *Rapport d'activités : avril-juin 2014, juillet-septembre 2014, octobre-décembre 2014, janvier-mars 2015, avril-juin 2015, juillet-septembre 2015, octobre-décembre 2015 et janvier-mars 2016.*

Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest. *Rapport d'activités annuel 2014-2015.*

Emploi et Développement social Canada. *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Entente de contribution avec la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire : 2014-2017.* Avril 2014.

Emploi et Développement social Canada. *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Entente de contribution avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba : 2014-2017.* Avril 2014.

Emploi et Développement social Canada. *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Entente de contribution avec le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest : 2014-2017.* Avril 2014.

Emploi et Développement social Canada. *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Entente de contribution avec RDÉE Ontario : 2014-2017.* Avril 2014.

Emploi et Développement social Canada. *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Entente de contribution avec RDÉE Île-du-Prince-Édouard : 2014-2017.* Avril 2014.

Emploi et Développement social Canada. *Stratégie de mesure du rendement du Fonds d'habilitation,* Direction générale des compétences et de l'emploi. Octobre 2014.

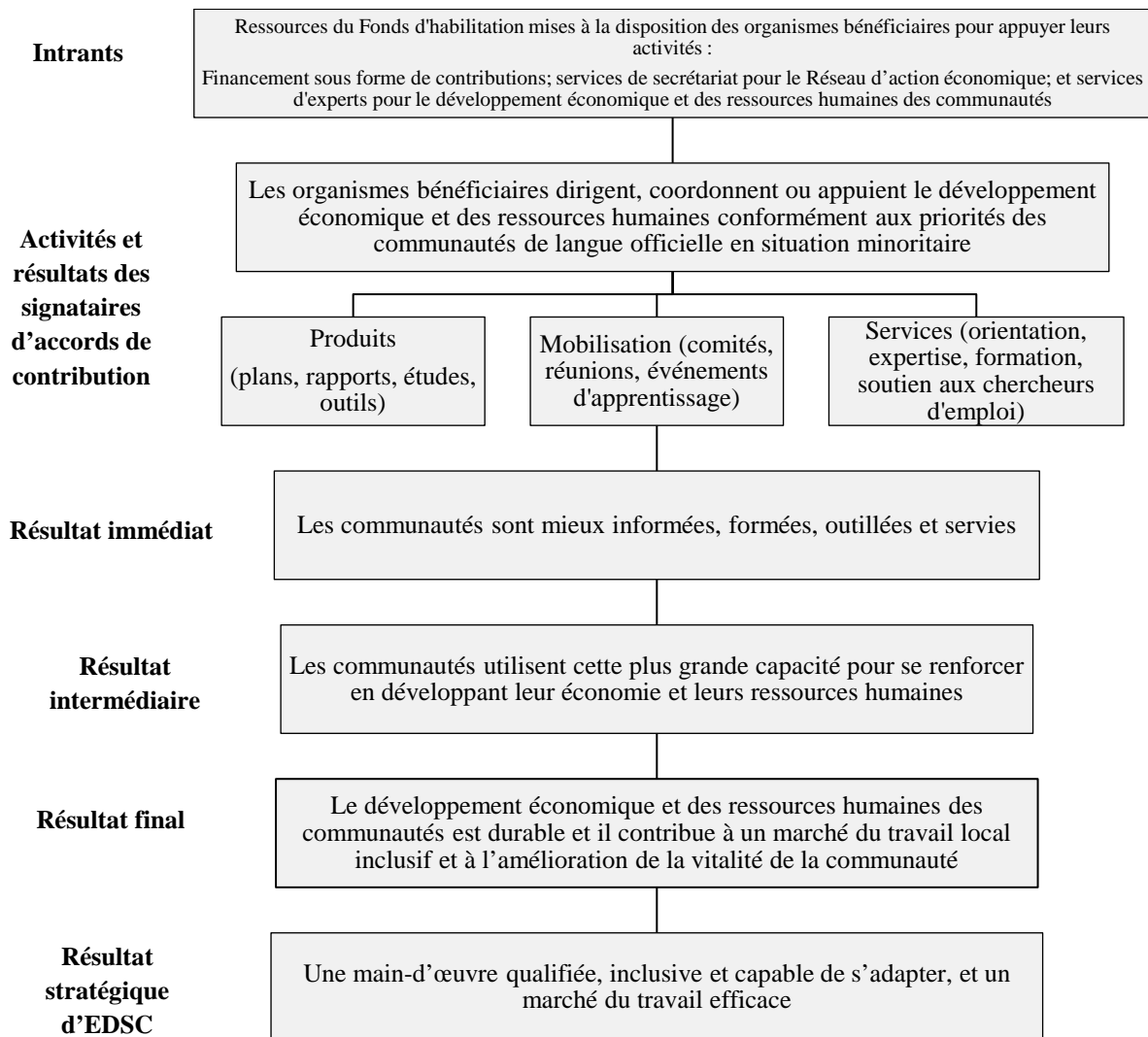
RDÉE Île-du-Prince-Édouard. *Rapport d'activités : avril-juin 2014, juillet-septembre 2014, octobre-décembre 2014, janvier-mars 2015, avril-juin 2015, juillet-septembre 2015, octobre-décembre 2015 et janvier-mars 2016.*

RDÉE Île-du-Prince-Édouard. *Rapport d'activités annuel 2014-2015.*

RDÉE Ontario. *Rapport d'activités : avril-juin 2014, juillet-septembre 2014, octobre-décembre 2014, janvier-mars 2015, avril-juin 2015, juillet-septembre 2015, octobre-décembre 2015 et janvier-mars 2016.*

RDÉE Ontario. *Rapport d'activités annuel 2014-2015.*

Annexe A – Modèle logique



Annexe B – Liste des signataires d’accords de contribution

Province/Territoire	Organisation
À l’échelle nationale	Réseaux de développement économique et d’employabilité Canada
Québec	Corporation d’employabilité et de développement économique communautaire
Île-du-Prince-Édouard	Réseau de développement économique et d’employabilité de l’Île-du-Prince-Édouard
Nouvelle-Écosse	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse
Terre-Neuve-et-Labrador	Réseau de développement économique et d’employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador
Nouveau-Brunswick	Conseil économique du Nouveau-Brunswick
Ontario	Réseau de développement économique et d’employabilité Ontario
Manitoba	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
Saskatchewan	Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan
Alberta	Conseil de développement économique de l’Alberta
Colombie-Britannique	Société de développement économique de la Colombie-Britannique
Yukon	Association franco-yukonnaise
Territoires du Nord-Ouest	Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest
Nunavut	Carrefour Nunavut

Annexe C – Objectifs, activités et résultats rapportés pour 2014-2015 et 2015-2016

Tableau C1. Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 1 : Améliorer les compétences requises des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin d'aborder les besoins du marché du travail au Manitoba.	
Permettre aux nouveaux immigrants d'acquérir les compétences requises pour trouver un emploi sur le marché du travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A offert 11 séances de formation à 110 nouveaux immigrants sur le démarrage d'entreprise, les impôts, discours d'ascenseur et gestion efficace de réunions.
A offert une formation sur l'employabilité aux communautés de langue officielle en situation minoritaire correspondant aux besoins du marché du travail au Manitoba.	<ul style="list-style-type: none"> • A offert 15 séances Destination Emploi² à 138 participants, dont 90 ont trouvé un emploi. • L'organisme Premier Choix³ a aidé 11 personnes handicapées en 2015. Certaines d'entre elles ont trouvé un emploi. • Participation au Salon des carrières de 2014 de la Division scolaire franco-manitobaine, auquel 265 élèves (de 9^e et 10^e année) ont participé. Participation à <i>Espace Emploi</i> 2015 : a aidé 28 jeunes à préparer leur curriculum vitae et les a présentés à 12 employeurs.
Met en place et encourage les partenariats afin d'améliorer continuellement les connaissances du marché du travail du Manitoba, de fournir d'excellents services de ressources professionnelles, en particulier en milieu rural, et d'appuyer le perfectionnement professionnel des jeunes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.	<ul style="list-style-type: none"> • A visité 16 municipalités bilingues afin d'établir un répertoire des emplois et des entreprises à vendre. • En faisant le suivi des emplois offerts dans les bulletins et les médias sociaux et par les services de la Division scolaire franco-manitobaine et l'Université de Saint-Boniface, le CDEM a déterminé les besoins du marché du travail afin de décider quelles formations offrir aux gens de métier. • A offert trois ateliers de perfectionnement professionnel à 112 étudiants secondaires et postsecondaires et jeunes professionnels de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface.
A fourni un soutien stratégique au programme de formation des francophones sur les corps d'état du second-œuvre fourni par l'Université de Saint-Boniface : camps d'été pour les jeunes de 7 ^e et de 8 ^e année; cours d'exploration des métiers pour les jeunes de 9 ^e et de 10 ^e année et programme d'apprenti pour les jeunes de 11 ^e et de 12 ^e année.	<ul style="list-style-type: none"> • A offert 23 Programmes d'apprentissage au secondaire à 46 élèves (11^e et 12^e année) dans 8 écoles. • Camps d'été sur les métiers spécialisés auxquels ont participé 44 élèves (7^e et 8^e année). • A offert 23 cours d'exploration des métiers dans 8 écoles à 340 élèves (9^e et 10^e année). • A interrogé 79 employeurs et organisations employant un total de 22 000 personnes à proximité des communautés du CDEM sur les attitudes et les politiques liées aux emplois verts. Cela appuiera le développement des programmes de formation sur les métiers.

² Destination Emploi est une formation de neuf semaines. On verse le salaire minimum aux participants pour toute la durée du programme, qui comprend une formation en classe de quatre semaines et une formation en cours d'emploi. Ils apprennent à rédiger un curriculum vitae, à préparer une lettre d'accompagnement, à obtenir les compétences nécessaires pour réussir leurs entrevues d'emploi et à trouver du travail.

³ Premier Choix est un organisme sans but lucratif qui aide les jeunes francophones à obtenir les compétences professionnelles requises pour trouver et conserver un emploi.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 2 : Améliorer la capacité de développement économique des communautés en élaborant et en mettant en place des processus de planification et d'établissement des priorités, ainsi que des projets viables sur le plan économique.	
Élaborer une stratégie intégrée pour le développement régional dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire en zones rurales en mettant en place un projet pilote rassemblant les principaux intervenants de la communauté et appuyé par le réseau de 14 corporations de développement communautaire existantes de 17 municipalités bilingues.	<ul style="list-style-type: none"> • Analyses environnementales terminées. Un projet a été identifié entourant la création de sentiers pédestres dans des aires de récréation au sein de quatre municipalités. Un accord a été signé entre Santé en français, la Société franco-manitobaine, l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et le CDEM. Un entrepreneur élaborera des plans stratégiques et des plans d'action. Les quatre régions ont commencé la construction de stations d'exercice le long de leurs sentiers. Les comités locaux et consultatifs continueront de faire les efforts nécessaires pour assurer la meilleure synergie possible entre les partenaires.
A mis en place des plans intégrés de développement durable. Un projet par corporation de développement communautaire (14) sera lancé et fera l'objet d'un suivi par le CEDM.	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins quatre municipalités rurales ont joint l'initiative du Plan d'action local sur les changements climatiques. Des consultations communautaires ont eu lieu dans de nombreuses communautés en vue de l'élaboration du Plan d'action local sur les changements climatiques. Des rapports ont été rédigés ou sont en cours de rédaction dans cinq communautés. Le CDEM a aussi participé à trois congrès provinciaux pour promouvoir le Plan d'action local sur les changements climatiques. • Réduction des gaz à effet de serre : Établissement d'un site de compostage à la municipalité de De Salaberry. Discussion avec Overton Environmental Enterprises et la municipalité pour mettre en marché le produit final composté.
Développer et valoriser le secteur du tourisme et en faire la promotion auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à des activités touristiques à l'échelle du Canada, engagement des revendeurs de forfaits internationaux et distribution de 5 000 prospectus. Participation à des missions de vente à Paris et à Lyon, en France. • A établi un répertoire des photographiques du Manitoba et produit le guide touristique <i>Joie de vivre</i> (6 540 copies distribuées) et un prospectus sur le camping, dont 4 000 copies ont été distribuées. • A appuyé des communautés et des entreprises lors de la préparation de brochures promotionnelles ou de documents de marketing (des documents promotionnels pour les attractions touristiques/festivals ont été préparés et publiés dans des guides et des magazines).
Appuyer le développement du mouvement des coopératives au Manitoba.	<ul style="list-style-type: none"> • A élaboré une stratégie sur cinq ans et a signé un accord avec le Manitoba de 200 000 \$ par année pendant quatre ans. • A mis en place huit services de coopératives pour la jeunesse ⁴ en 2014. A appuyé la mise en place de deux coopératives.
Fournir des services de communication et de marketing aux communautés de langue officielle en situation minoritaire pour promouvoir leurs projets.	<ul style="list-style-type: none"> • A participé à 40 entrevues à la radio et à 14 entrevues télévisées ou vidéos. A produit des livrets à l'intention des communautés (p. ex. St-Malo et St-Lazare). A fourni un soutien en matière de communication et de marketing à des entreprises.

⁴ Les services de coopératives pour la jeunesse regroupent des jeunes qui veulent établir une coopérative. Les participants, âgés de 12 à 17 ans, apprennent les principes fondamentaux des coopératives.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 3 : Stimuler la vitalité économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de l'entrepreneuriat.	
Fournir du soutien et des services aux entreprises, y compris la rédaction de plans d'affaires, l'accès au financement, et des activités pour stimuler l'investissement, l'entrepreneuriat et la mise en place de partenariats.	<ul style="list-style-type: none"> • Le CDEM a appuyé et rencontré 432 entreprises/clients. A appuyé la création de 157 entreprises et de 447 emplois, avec un effet de levier de 16 830 750 \$. Entreprises créées dans les domaines des services professionnels, de la vente au détail et des services de garde d'enfants. Le CDEM a aussi offert 203 000 \$ en prêts, qui ont créé 67 emplois et généré un effet de levier de 1 794 000 \$.
Intégrer de nouveaux immigrants à l'entrepreneuriat au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de formations et de soutien personnalisé pour le démarrage ou l'achat d'une entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> • Le CDEM a présenté les nouveaux arrivants à des banques, à des cabinets comptables et à des avocats pour faciliter leur intégration. • Création/achat d'entreprises : 36 entreprises et 79 emplois créés et effet de levier de 2 488 000 \$.
Promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes (de la 3 ^e à la 12 ^e année) lors de salons de l'emploi et en offrant des formations/ateliers de sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les écoles.	<ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneuriat a été présenté à 2 478 élèves (de la 3^e à la 12^e année) dans plus de 30 écoles. • A tenu un atelier avec 43 membres du Club entrepreneurship étudiant de l'Université de Saint-Boniface, et 26 membres du Volet Jeunesse de la chambre de commerce francophone. • A recruté 58 participants au programme Jeunes Entreprises du Manitoba pour le renforcement des compétences financières.
Organisation, promotion et offre d'activités appuyant l'entrepreneuriat chez les jeunes des communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de la création d'entreprises dirigées par des jeunes et de l'organisation de camps pour les jeunes entrepreneurs.	<ul style="list-style-type: none"> • A organisé trois camps d'entrepreneuriat⁵ avec 37 participants à La Broquerie et à Saint-Jean-Baptiste. • Le programme Été en Affaires⁶ comptait 32 participants et la Fosse aux Lions⁷ comptait quatre participants. • A élaboré et publié des cours en ligne dans différents domaines (commerce, entrepreneuriat, gestion financière, réseautage, lancement d'entreprise, promotion de produits, planification budgétaire et de projets, etc.).

⁵ Un camp d'entrepreneuriat dure une semaine et a pour but de présenter les principes de base de l'entrepreneuriat à des jeunes de 9 à 13 ans. Les participants doivent écrire un plan d'affaires, obtenir du financement pour démarrer une entreprise, créer un produit et le vendre à un événement local comme un festival.

⁶ Le programme Été en affaires permet aux étudiants d'universités francophones d'acquérir une expérience concrète en entrepreneuriat en les aidant à démarrer leur propre entreprise. Les experts du CDEM aident les étudiants à démarrer une entreprise et offrent des conseils tout au long de l'été pour optimiser leur réussite.

⁷ La Fosse aux lions est un concours qui vise à stimuler l'entrepreneuriat et à faire connaître le produit, l'idée commerciale ou le projet d'expansion des participants.

Tableau C2. Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO)

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 1 : Améliorer les compétences et les capacités des organisations et des entrepreneurs francophones en ce qui a trait au développement économique, au développement des ressources humaines et à la planification communautaire.	
Élaborer des plans stratégiques et des plans de développement économique.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu sept réunions de planification stratégique avec le conseil scolaire francophone. • A offert du soutien à l'Association francophone du delta du MacKenzie pour la rédaction d'une demande de financement. • A tenu quatre réunions pour fournir un soutien stratégique à l'Association de judo des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.).
Organiser des ateliers de perfectionnement et offrir de l'information sur les occasions de financement et le marché du travail local afin de renforcer la capacité des entreprises en démarrage.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu 69 réunions pour le réseautage et l'aide opérationnelle aux entrepreneurs (soutien des campagnes promotionnelles, des stratégies de communication, de l'expansion commerciale et du démarrage d'entreprises). • A offert un atelier sur l'entrepreneuriat et une séance de formation au <i>Northern Frontier Visitors Centre</i> sur la diversification du financement et de la culture entrepreneuriale au sein des organismes communautaires (plus de 15 participants). • A facilité un voyage d'affaires pour les entrepreneurs de l'extérieur du territoire, et a fait deux présentations sur les occasions d'affaires dans le secteur des transports et celui des mines. • A publié des bulletins d'information mensuels fournissant de l'information sur les occasions de financement à environ 300 abonnés.
Objectif 2 : Augmenter le recrutement et le maintien en poste de la main-d'œuvre et stimuler la création d'emplois.	
Promouvoir le potentiel du marché du travail francophone dans les T.N.-O à des travailleurs qualifiés.	<ul style="list-style-type: none"> • A offert 18 séances d'information à 261 participants. • A fait la promotion des T.N.-O dans le cadre de 12 salons de l'emploi en Belgique, à Montréal, à Ottawa et en Colombie-Britannique à plus de 1 833 visiteurs au kiosque. A affiché cinq possibilités d'emploi bilingue pour le gouvernement des T.N.-O. • A annoncé la campagne Faites le saut visant à attirer des immigrants à venir travailler aux T.N.-O. (en partenariat avec Tait Communications et le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des T.N.-O.). • A participé à des réunions et a donné des séances d'information en vue de partager des connaissances sur le recrutement avec des employeurs, d'autres organisations, des organismes gouvernementaux, des représentants d'ambassades et des agents de développement économique. • A participé à un groupe de discussion organisé par le gouvernement des T.N.-O. sur l'initiative Des compétences pour réussir.
Mise en œuvre d'une campagne pour sensibiliser les employeurs à l'immigration.	<ul style="list-style-type: none"> • A mis en œuvre une campagne publicitaire sur le nouveau système de sélection des candidats immigrants « Entrée express » et sur les avantages du recrutement d'immigrants. A sensibilisé les employeurs à l'intégration des immigrants.
A organisé deux ateliers de formation sur le développement des ressources humaines à l'intention des employeurs.	<ul style="list-style-type: none"> • Des ateliers ou des séances ont eu lieu sur la résolution de conflits, le recrutement, la formation sur la gouvernance, l'Entrée express, la sensibilisation culturelle en entreprise et le maintien en poste de la main-d'œuvre : 56 participants.
Objectif 3 : Augmenter les compétences et les connaissances des chercheurs d'emploi, y compris les immigrants et les jeunes, pour le marché du travail	

Objectifs et activités	Résultats rapportés
local et les aider dans leur recherche pour qu'ils trouvent rapidement un emploi et s'intègrent mieux sur le plan économique.	
Fournir de l'aide aux chercheurs d'emploi et aux jeunes francophones dans le cadre de leur recherche d'emploi et de leur intégration sur le marché du travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni à des immigrants et à leur employeur des ateliers sur la recherche d'emploi et l'emploi, avec l'aide de collaborateurs. A tenu six activités de réseautage à Yellowknife, auxquelles ont participé plus de 388 employeurs et chercheurs d'emploi. • Soutien aux chercheurs d'emploi : 168 clients, 257 demandes de l'intérieur et de l'extérieur des T.N.-O., 114 utilisations des ordinateurs par des chercheurs d'emploi et 17 simulations d'entrevue fournies.
Objectif 4 : Attirer les entreprises et les investisseurs en collaboration avec le gouvernement territorial et élargir le bassin de sources potentielles d'investisseurs, d'entrepreneurs et de travailleurs qualifiés en recrutant et en intégrant des personnes francophones aux Territoires du Nord-Ouest.	
Mettre en place et maintenir des partenariats locaux et élaborer un plan pour trouver des partenaires de financement du secteur privé.	<ul style="list-style-type: none"> • A aidé ou a fait du réseautage lors de conférences et d'activités organisées par des partenaires. A parlé d'occasions dans le secteur de l'énergie ou des énergies renouvelables avec des intervenants, y compris Arctic Energy Alliance et Energy North. • A suggéré des améliorations à apporter au site Web Investir aux TNO du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement.
A mobilisé des groupes de développement économique dans les marchés définis par la stratégie d'attraction d'investissements et dans la stratégie pour attirer des congrès et des conférences.	<ul style="list-style-type: none"> • A accueilli les équipes de France 3 et TV5 en vue de la production d'un documentaire sur les résidents du Nord canadien. • A fait des présentations à Calgary, à Sudbury, à Québec et à Yellowknife sur les possibilités d'investissement aux T.N.-O. • A participé au comité consultatif des Jeux du Canada de 2023 à Yellowknife. • A rencontré un représentant du conseil d'administration de la Société d'investissement et de développement, qui offre des services semblables à ceux du CDETNO aux clients anglophones.
A donné des conférences, a lancé une campagne publicitaire ou un projet économique sur la chaîne de valeur du secteur des énergies vertes (2014-2015) et du secteur minier (2015-2016) à l'intention des marchés déterminés par les stratégies commerciales, d'attraction des investisseurs et les stratégies visant les investisseurs.	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni de l'information à des entrepreneurs et à des investisseurs potentiels au Forum Expat à Paris, au salon professionnel d'Iqaluit et dans le bulletin d'information du CDETNO. • A publié des témoignages de travailleurs francophones aux T.N.-O. dans un journal local du Québec et sur les médias sociaux. • Des réunions ont eu lieu avec 12 entrepreneurs albertains, le PDG du Conseil de développement économique de l'Alberta et 25 entreprises, chambres de commerce et représentants du gouvernement des T.N.-O. • A distribué à des intervenants locaux le sommaire en anglais de la chaîne de valeur du secteur minier des T.N.-O.
A coordonné et organisé l'arrivée de la nouvelle émission La Petite Séduction.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu huit réunions avec le comité organisateur et a soutenu l'arrivée de l'équipe de La Petite Séduction à Yellowknife.
A mis des outils en place pour l'industrie du tourisme aux T.N.-O.	<ul style="list-style-type: none"> • A créé trois outils, traduit et mis à jour des trousseaux d'information touristique avec l'organisme TNO Tourisme. • A acheté du matériel promotionnel : des hameçons, des sacs, des clés USB chargées d'information touristique, etc.
A mis en place une base de données d'entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> • A créé une base de données comptant 42 entreprises francophones aux T.N.-O.
Objectif 5 : Maximiser nos liens à titre de membre de RDÉE Canada et élaborer des initiatives intergouvernementales	
Mettre en place un projet de recrutement à la suite du forum panterritorial sur	<ul style="list-style-type: none"> • A présenté une demande de financement à l'Agence canadienne de développement économique du Nord, avec Carrefour Nunavut et l'Association franco-yukonnaise.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
l'immigration économique francophone	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan de travail pour l'étude de la migration et le recrutement dans les trois territoires et pour la campagne promotionnelle des trois territoires a été présenté.
Participer activement aux réunions de RDÉE Canada et prendre connaissance des communiqués de presse.	<ul style="list-style-type: none"> • Table ronde des directions générales et des gestionnaires : huit réunions à Ottawa, à Moncton et à Winnipeg et 19 téléconférences. • Groupe de travail du développement économique communautaire sur les questions économiques : deux téléconférences. • Groupe de travail sur les questions économiques liées à l'immigration : 11 réunions à l'Île-du-Prince-Édouard, à Toronto et à Vancouver. • Groupe de travail sur les questions économiques liées au tourisme : participation à une réunion à Ottawa. • Conseil consultatif sur les indicateurs de rendement nationaux : trois réunions en personne et une téléconférence. • Groupe de travail sur les questions économiques liées aux services commerciaux : réunion en personne à Calgary, et deux fois par téléphone.
Objectif 6 : Établir et maintenir des communications efficaces pour la promotion d'activités, de services et d'initiatives à l'intention de la communauté francophone aux Territoires du Nord-Ouest, aux membres et aux partenaires du CDETNO et à la communauté commerciale, et renforcer la structure organisationnelle.	
Participer au Gala entrepreneurial de 2015-2016.	<ul style="list-style-type: none"> • A participé au forum communautaire de la Fédération franco-ténoise.
Activités de réseautage du CDETNO.	<ul style="list-style-type: none"> • A participé à plus de huit activités pour faire du réseautage et promouvoir les T.N.-O. • A rencontré le ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi pour discuter de partenariats sur l'immigration, du Programme des candidats, de Destination Canada et des activités des ambassades canadiennes à Paris et à Dakar.
Mettre en œuvre notre plan de communication.	<ul style="list-style-type: none"> • A informé les journaux et les stations de radio de la venue de l'équipe de La Petite Séduction et de la participation du CDETNO à la foire de l'emploi de Destination Canada à Paris et à Bruxelles. • A régulièrement fait des publications (y compris des offres d'emploi) et des mises à jour sur le site Web (calendrier) et dans les médias sociaux. • A recueilli l'opinion des membres du CDETNO sur des points comme les questions économiques et le recrutement panterritorial.

Tableau C3. Comité d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC)

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 1 : Revitaliser les économies locales à l'aide de la planification et de la mise en œuvre de projets axés sur la communauté.	
Aider quatre communautés (Chandler, Barrachois, Port Daniel et Gaspé) à lancer des projets de développement économique communautaire à partir des stratégies de revitalisation existantes.	<ul style="list-style-type: none"> • A produit un modèle de revitalisation, quatre évaluations des capacités communautaires de référence et quatre plans de revitalisation, et a reçu du financement pour quatre projets (effet de levier : 71 000 \$). • A organisé trois activités de mobilisation/consultation avec des intervenants et des membres des communautés. • A mis en place une formation sur les compétences en entrepreneuriat et en guide touristique pour 14 personnes dans le cadre de deux projets touristiques.
Évaluer la faisabilité du développement du tourisme dans deux communautés de la rive nord (Kegaska et Blanc-Sablon) et aider ces communautés à tirer parti des investissements à cette fin.	<ul style="list-style-type: none"> • A réalisé deux évaluations des capacités communautaires de référence et produit un rapport de faisabilité; a signé trois accords de partenariat; a tenu de huit à dix ateliers, trois consultations et six réunions; a présenté quatre propositions de projets de développement communautaire et a permis un effet de levier de 367 000 \$ en financement provenant de partenariats. • A servi 107 clients et créé ou pourvu de 2 à 4 postes.
Aider Otter Lake à créer deux produits/événements touristiques.	<ul style="list-style-type: none"> • A réalisé une évaluation des capacités communautaires de référence, a tenu deux événements (un « retour à la maison » annuel avec 900 visiteurs) et une évaluation du premier événement de « retour à la maison » entrepris; plus de 15 000 \$ obtenus en nature et des heures de bénévolat d'une valeur de 10 000 \$. • A aidé six membres du comité de planification à acquérir des compétences dans la planification d'événements à l'aide de la participation concrète.
Aider la communauté de Grosse-Île à mettre en place un plan de marketing.	<ul style="list-style-type: none"> • A réalisé une évaluation des capacités communautaires de référence, a tenu des réunions pour mettre en place des partenariats et développer des activités touristiques, a élaboré deux trousseaux touristiques (visite virtuelle et expérience patrimoniale), a organisé un événement « portes ouvertes », et a créé et utilisé des outils de marketing lors du lancement du plan. • A fourni des services à 300 membres de la communauté, créé un emploi (agent) et obtenu une valeur de 152 725 \$ grâce aux partenariats.
Élaborer un plan de marketing touristique à l'intention des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec à partir de la stratégie touristique existante.	<ul style="list-style-type: none"> • A élaboré un cadre stratégique du tourisme, a lancé un plan d'action pour le tourisme et a entrepris des étapes pour la conclusion de partenariats, y compris la signature d'un protocole d'ententes avec Destination Canada.
Produire neuf profils de développement économique communautaire et des ressources humaines communautaires.	<ul style="list-style-type: none"> • A produit neuf profils statistiques communautaires, ainsi qu'une analyse globale d'ensemble.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 2 : Stimuler et soutenir le développement de petites entreprises dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec	
Élaborer et fournir des ressources qui encouragent les jeunes adultes à considérer l'entrepreneuriat comme une option de carrière et leur transmettre les connaissances et les compétences requises pour démarrer une entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> • A conçu, mis à l'essai et offert la série d'ateliers « Démarrage d'entreprises jeunesse » à 27 groupes pour un total de 278 participants. • A produit deux rapports (recherche sur la jeunesse et guide sur les processus artistiques), a organisé un atelier virtuel et fait la promotion de l'utilisation du modèle artistique lors de deux activités communautaires et de réunions avec trois commissions scolaires.
Offrir des occasions de réseautage, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel aux entrepreneurs et aux propriétaires de petites entreprises du Québec, en ciblant particulièrement les communautés de langue officielle en situation minoritaire rurales/isolées, les femmes et les entrepreneurs agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu 40 webinaires d'apprentissage et activités de réseautage en direct auxquels ont participé plus de 330 personnes; a organisé quatre séances de clavardage sur Twitter et a embauché une société de marketing pour mieux cibler la clientèle. • A recruté environ 130 nouveaux membres dans le Small Business Support Network du CEDEC. • A entretenu des relations avec 21 partenaires qui fournissent du contenu pour les webinaires et donnent des escomptes d'entreprise à l'aide du Small Business Support Network.
Objectif 3 : Renforcer et promouvoir l'effectif des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec pour améliorer la compétitivité sur le marché du travail	
Déterminer et atténuer les obstacles à l'accès au marché du travail (compétences en matière d'employabilité et difficultés des employeurs) pour les jeunes Noirs instruits du Grand Montréal.	<ul style="list-style-type: none"> • A organisé 13 réunions, a tenu 4 ateliers sur les compétences en matière d'employabilité pour 37 participants, a mené un sondage auprès de 23 employeurs et de 80 jeunes, et a produit 2 rapports. • A embauché un consultant qui a rédigé un plan d'action préliminaire pour soutenir l'emploi des jeunes Noirs instruits à Montréal.
Élaborer et mettre en place une campagne de sensibilisation sur les médias sociaux pour promouvoir la valeur des travailleurs âgés sur le marché du travail du Québec.	<ul style="list-style-type: none"> • A signé un accord de partenariat avec l'Institut canadien d'éducation et de recherche en orientation et a coorganisé un symposium d'un jour sur les travailleurs âgés et le marché du travail (200 participants). • A produit deux vidéos, créé un site Web et une trousse d'outils (communiqué de presse, bulletin en ligne, bulletins d'information et courriels) dans le cadre d'une trousse de médias sociaux et a produit un rapport de suivi.
Augmenter l'efficience des marchés du travail en milieu rural à l'aide du développement continu du modèle d'évaluation des travailleurs saisonniers.	<ul style="list-style-type: none"> • A rédigé un plan de marketing agricole, qui a été approuvé par les intervenants, a présenté le modèle aux intervenants du secteur forestier, a tenu des discussions avec des intervenants clés du secteur, a signé deux accords de partenariat (dont un pour le partage de données) et a adapté le modèle aux fins d'utilisation par le secteur du tourisme.
Organiser des activités pour informer et mettre en contact les employeurs et les chercheurs d'emploi des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans des marchés du travail précis.	<ul style="list-style-type: none"> • A identifié des marchés du travail, produit un rapport d'évaluation et organisé ou coorganisé 12 activités de sensibilisation (examen des compétences de langue française de 39 chercheurs d'emploi durant un événement) : a rejoint plus de 900 chercheurs d'emploi et 175 employeurs durant les activités.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Produire une étude de cas du programme de formation et de développement coopératif des compétences professionnelles et évaluer la possibilité de le reproduire.	<ul style="list-style-type: none"> • A produit une évaluation des besoins et un profil de l'effectif Cri et des besoins en matière de ressources humaines de l'industrie de l'aviation. • A signé un accord de novation avec le Bureau de l'alphabétisation et l'Alliance québécoise d'Apprentissage Essentiel pour se charger du programme de formation et de développement coopératif des compétences professionnelles en vue de pourvoir des postes spécialisés dans des secteurs où la demande est élevée.
Élaborer un plan de perfectionnement de la main-d'œuvre pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec.	<ul style="list-style-type: none"> • A publié un document de réflexion sur la stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre, a tenu des consultations avec les intervenants, a réalisé des sondages, a organisé un groupe de discussion en ligne et a lancé la stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre. • A signé un protocole d'entente avec le Réseau canadien de développement économique de la communauté et a commencé à planifier la conférence nationale.
Objectif 4 : Augmenter la capacité du CEDEC à diriger le développement économique et des ressources humaines des communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec.	
Élaborer un plan de mesure du rendement pour l'accord du Fonds d'habilitation.	<ul style="list-style-type: none"> • A créé une structure de surveillance et de gestion du rendement, a participé à des discussions concernant des outils de gestion du rendement et un séminaire sur les méthodes de mesure, a créé un cadre et une base de données sur le rendement des investissements sociaux, a effectué une analyse de la mesure des répercussions du programme de mentorat et a appuyé d'autres programmes en ce qui concerne la mesure. • A élaboré un prototype supplémentaire de « calculateur économique » pour mesurer l'incidence des projets touristiques sur le flux monétaire des communautés.
Mettre en place le Réseau d'action économique pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec.	<ul style="list-style-type: none"> • A établi une structure de travail collaboratif; a publié un cadre stratégique pour la coordination nationale des initiatives et a tenu quatre réunions avec le comité de direction du Réseau d'action économique, huit réunions avec le secrétariat du Réseau d'action économique pour le développement d'une stratégie et de plans, et deux réunions pour l'élaboration d'un cadre de mesure du rendement.

Tableau C4. Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Île-du-Prince-Édouard (RDÉE de l'Î.-P.-É.)

Objectifs et activités de 2014-2015	Résultats rapportés pour 2014-2015
Objectif 1 (secteur de la jeunesse) : Offrir de nouvelles possibilités d'emploi et une sensibilisation au marché du travail, tout en permettant aux employeurs de trouver des ressources humaines qualifiées répondant aux exigences du marché du travail pour la clientèle cible (les personnes de moins de 40 ans).	
Établir de solides partenariats avec les gouvernements fédéral et provinciaux et avec des entreprises privées pour offrir un emploi à des jeunes dans des secteurs en pénurie ou en demande.	<ul style="list-style-type: none"> • A discuté du programme⁸ PERCÉ avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et Innovation Î.-P.-É. • A réalisé 20 placements professionnels et 25 stages étudiants.
Tenir des séances de sensibilisation sur les possibilités d'emploi et l'entrepreneuriat en offrant des services en français.	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni une présentation et des brochures sur le programme⁹ Jeunes millionnaires à 250 étudiants. Quatorze participants se sont inscrits et 11 entreprises ont été créées. • A fait la promotion de PERCÉ auprès de 144 étudiants postsecondaires et employeurs potentiels. • A parlé de Jeunes entreprises¹⁰ à des classes francophones pour leur expliquer les avantages de parler une langue seconde.
Offrir des programmes d'entrepreneuriat et d'emploi aux jeunes.	<ul style="list-style-type: none"> • Service de coopératives pour la jeunesse¹¹: 19 jeunes inscrits (possibilités d'emploi insuffisantes pour employer tous les participants). • Concours des dragons¹²: A facilité le lancement d'une entreprise et soutenu la stratégie de trois autres entreprises.
Objectif 2 (secteur du tourisme) : Sensibiliser les communautés acadiennes et francophones à l'Î.-P.-É. à la possibilité de créer de nouveaux produits touristiques et renforcer les produits existants.	
Amener les passagers en croisière à visiter les entreprises touristiques locales.	<ul style="list-style-type: none"> • A rencontré le président de l'Association touristique Évangéline, qui a embauché un consultant pour travailler sur le projet de croisière avec RDÉE Î.-P.-É. – Aucun progrès en 2014-2015.
Renforcer le partenariat avec l'Association touristique Évangéline.	<ul style="list-style-type: none"> • A embauché un consultant pour étudier et élaborer de nouveaux produits touristiques. • Avec des collaborateurs, a élaboré un plan stratégique et a mis en œuvre un plan d'action : a installé des affiches bilingues à l'entrée des 14 communautés de la région Évangéline et a participé à trois salons de l'emploi dans le domaine du tourisme.
Objectif 3 (secteur de l'immigration) : Sensibiliser les employeurs et la communauté francophone à l'importance de l'immigration francophone à l'Î.-P.-É. tout en renforçant la capacité professionnelle des nouveaux arrivants francophones.	

⁸ PERCÉ est un programme de stages ciblant les étudiants postsecondaires d'institutions situées à l'extérieur de l'Î.-P.-É. pour leur permettre de suivre une semaine d'orientation et un stage de 12 semaines à l'Î.-P.-É.

⁹ Jeunes millionnaires fournit à des enfants de 8 à 13 ans les ressources financières et le soutien dont ils ont besoin pour démarrer leur propre petite entreprise saisonnière durant l'été.

¹⁰ Jeunes entreprises présente les bases de l'entrepreneuriat à des jeunes.

¹¹ Les services de coopératives pour la jeunesse enseignent les principes de base des coopératives à des jeunes et leur permettent de gérer la coopérative, qui offre de petits services à la communauté.

¹² Le concours des dragons offre 10 000 \$ au participant francophone qui présente la proposition d'entreprise gagnante.

Recruter des titulaires de visa vacances-travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A travaillé en partenariat avec différents intervenants pour déterminer les titulaires de visa vacances-travail intéressés. • A recruté 32 titulaires de visa vacances-travail se cherchant un emploi à l'Î.-P.-É. dans des forums nationaux et internationaux.
Sensibiliser les employeurs au recrutement international et au programme de visa vacances-travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A sensibilisé 80 employeurs lors de réunions et a mobilisé des partenaires : 41 employeurs étaient intéressés à embaucher des travailleurs. • Deux titulaires de visa vacances-travail et 12 immigrants ont été embauchés à l'aide de PERCÉ : quatre sont demeurés en poste après leur placement.
Élaborer un mécanisme conjoint d'échange d'information entre les partenaires s'occupant du placement d'immigrants sur le marché du travail de l'Î.-P.-É.	<ul style="list-style-type: none"> • www.liensipe.ca est un outil en ligne donnant de l'information sur les services d'immigration économique à l'Î.-P.-É. • A créé une base de données de 26 employeurs offrant du travail et de 80 immigrants et titulaires de visa vacances-travail (avec la Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É.).
Organiser et promouvoir les activités liées à la Semaine nationale de l'immigration francophone.	<ul style="list-style-type: none"> • La Semaine nationale de l'immigration francophone a eu lieu en novembre 2014. • A organisé deux tables rondes associées à la Semaine nationale de l'immigration francophone : 50 participants.
Élaborer un programme d'encadrement entre les immigrants et leurs collègues de travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A lancé le programme d'encadrement à l'occasion de deux dîners, en collaboration avec des partenaires.
Organiser et tenir un forum national sur l'immigration économique dans l'Î.-P.-É.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu un forum national sur l'immigration économique à Brudenell en mai 2014. A traduit et distribué le rapport final du forum.
Coordonner le placement professionnel du Programme de rapatriement professionnel.	<ul style="list-style-type: none"> • Placement professionnel de quatre participants.
Organiser des ateliers de sensibilisation sur le recrutement et l'intégration d'immigrants avec des employeurs.	<ul style="list-style-type: none"> • A organisé deux soupers aux ambassades canadiennes de Paris et de Dakar pour faire la promotion des occasions de recrutement international de personnel francophone (plus de 60 participants).
Mettre en ligne un portail sur l'immigration économique.	<ul style="list-style-type: none"> • Faire de la publicité concernant le lancement du site Web et en faire régulièrement la mise à jour.
Objectif 4 (secteur du développement économique communautaire) : Améliorer les fondements économiques des communautés acadiennes et francophones à l'Î.-P.-É.	
Soutenir les organisations communautaires et la gouvernance communautaire.	<ul style="list-style-type: none"> • A créé des comités de mise en œuvre à partir du réseau d'organisations francophones de l'Î.-P.-É. • A adopté un plan d'action pour la création de coopératives de services partagés : mise sur pied de la coopérative financière. • A offert de la formation aux présidents et aux directeurs généraux de 24 organisations. • A établi un service administratif financier partagé et a embauché un directeur pour le service.
Élaborer un plan d'action sur deux ans pour le développement économique communautaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action créé avec un calendrier allant jusqu'à l'année 2016. • A établi un comité de mise en œuvre.
Codiriger le sous-comité tripartite de développement économique communautaire (du comité de développement des ressources francophones).	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu quatre réunions pour déterminer les lacunes dans les services de développement économique communautaire et la façon de les régler.

Organiser des activités d'apprentissage et du réseautage entrepreneurial et y participer.	<ul style="list-style-type: none"> • A tenu 39 activités de réseautage/d'apprentissage à l'intention des entrepreneurs et des organisations communautaires (1 069 participants). • A produit 174 documents promotionnels (communiqués de presse, photographies, affiches, bulletins d'information, rapports, discours, etc.). • A participé à 118 activités externes.
Soutenir le comité de planification des rénovations et la construction de l'école Évangéline.	<ul style="list-style-type: none"> • A identifié des partenaires et mis sur pied le comité de planification. A créé un plan d'action en septembre 2014. • A offert du financement pour l'embauche d'un consultant en vue de faire la démonstration d'un modèle d'école de citoyenneté communautaire.
Appuyer le comité organisateur des Jeux de l'Acadie de 2015.	<ul style="list-style-type: none"> • A établi le comité organisateur des 36^{es} finales des Jeux de l'Acadie. • A approuvé les budgets. A fait la promotion de l'événement avec des produits de marketing et a cherché des bénévoles et des commanditaires.

Objectifs et activités de 2015-2016		Résultats rapportés pour 2015-2016
Objectif 1 : Entrepreneuriat et employabilité		
Lancer le programme de rapatriement à l'intention des professionnels : PERCÉ.	<ul style="list-style-type: none"> • A offert cinq jours de soutien à l'emploi : visite d'employeurs potentiels, rédaction d'une lettre d'accompagnement et d'un CV, etc. • Stages réalisés par 24 participants. 	
Lancer le programme Jeunes millionnaires.	<ul style="list-style-type: none"> • A fait la promotion du programme dans toutes les écoles de la Commission scolaire de langue française (292 élèves). • A offert trois séances à 19 participants (de 8 à 13 ans) sur le démarrage de petites entreprises : 16 entreprises ont été créées. 	
Lancer le programme Jeunes Entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme a vu le jour à l'école Évangéline. 	
Recruter des titulaires de visa vacances-travail et sensibiliser les employeurs au recrutement international et au programme de visa vacances-travail.	<ul style="list-style-type: none"> • A sensibilisé 100 employeurs aux avantages de l'embauche de travailleurs bilingues et immigrants et a trouvé 20 entreprises prêtes à embaucher des titulaires de visa vacances-travail : 12 immigrants ont été embauchés. 	
Cibler les entreprises et les entrepreneurs ayant des besoins en ressources humaines francophones.	<ul style="list-style-type: none"> • Les employeurs ont pourvu 11 postes vacants. 	
Offrir et fournir du soutien aux entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> • A servi 43 clients et offert deux séances de formation et quatre séances d'information à 242 participants. 	
Organiser une série d'activités à l'aide de la Chambre de commerce acadienne et francophone de l'Î.-P.-É.	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser 31 activités (ateliers, réunions et activités de réseautage) à l'intention de 1 133 entrepreneurs. • A produit 235 outils promotionnels pour différentes activités : affiches publicitaires, communiqués de presse et bulletins d'information. • 136 personnes ont participé au Gala de l'entrepreneuriat. 	
Organiser et promouvoir des activités dans le cadre de la Semaine nationale de l'immigration francophone.	<ul style="list-style-type: none"> • Événement organisé en partenariat avec la Coopérative d'intégration francophone et avec la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. Lors d'une table ronde regroupant 20 participants, on a discuté de questions touchant l'immigration francophone. 	

Objectifs et activités de 2015-2016	Résultats rapportés pour 2015-2016
Mettre en place un programme d'encadrement de l'emploi pour les nouveaux arrivants francophones.	<ul style="list-style-type: none"> • A jumelé un entrepreneur immigrant à un entrepreneur local. • A donné un atelier sur l'entrepreneuriat à quatre entrepreneurs immigrants.
Coordonner le volet immigration du programme PERCÉ.	<ul style="list-style-type: none"> • A placé 13 participants.
Élaborer et mettre en ligne un portail Web sur l'immigration économique dans la province.	<ul style="list-style-type: none"> • A ajouté de 15 à 25 employeurs et de 15 à 20 chercheurs d'emploi (titulaires d'un visa vacances-travail et immigrants) à la base de données sur www.liensipe.ca.
Coordonner une mission de vente économique au Québec.	<ul style="list-style-type: none"> • A amené six entrepreneurs à participer à une mission de vente économique au Québec, où chacun a rencontré au moins six entreprises québécoises.
Coordonner le concours des dragons.	<ul style="list-style-type: none"> • A sélectionné trois finalistes pour qu'ils présentent leur projet à 100 personnes : a donné 10 000 \$ au gagnant.
Objectif 2 : Développement économique communautaire	
Démarrer la coopérative de services pour la jeunesse.	<ul style="list-style-type: none"> • Des contrats ont été réalisés par 16 membres de la coopérative durant l'été.
Fournir un soutien au comité de planification, de rénovation et de construction de l'école Évangéline.	<ul style="list-style-type: none"> • Un consultant a présenté un rapport de faisabilité et un modèle de santé au comité. • A rencontré les membres du conseil d'administration de la Commission scolaire de langue française.
Fournir du soutien au comité organisateur des Jeux de l'Acadie de 2015.	<ul style="list-style-type: none"> • 1 400 athlètes et 20 000 spectateurs ont participé à l'événement en juin 2015. • A préparé et rajusté les bilans et a présenté des rapports aux donateurs.
Renforcer les capacités communautaires de Carrefour ¹³	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien technique : a équipé l'école/le centre communautaire d'Office 365 et a mis sur pied un nouveau site Web. • A déterminé des stratégies de rentabilité pour la cafétéria et la salle de spectacle.
Soutenir le projet de gouvernance communautaire provincial.	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre sur pied un comité pour travailler sur le nouveau plan de développement complet de la communauté francophone.
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • A offert de la formation à des exploitants touristiques acadiens et francophones sur l'organisation d'événements. • A organisé une campagne de recrutement pour les membres de l'Association touristique Évangéline. • A pris des photos et produit des vidéos aux fins de marketing.
Objectif 3 : Analyse des clients et alliances stratégiques	
Renforcer les partenariats et les alliances stratégiques.	<ul style="list-style-type: none"> • A participé à 124 activités organisées par des partenaires : réunions, formations, séances et un forum national.
Collaborer avec les différents ordres de gouvernement par l'entremise du comité de développement des ressources francophones.	<ul style="list-style-type: none"> • A présidé deux réunions du sous-comité de développement économique communautaire.

¹³ Carrefour offre de l'éducation aux adultes.

Tableau C5. Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario (RDÉE Ontario)

Objectifs et activités	Résultats rapportés
Objectif 1 : Comprendre les difficultés et les occasions liées à l'employabilité et au développement économique dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire de l'Ontario.	
Mener des consultations et de la planification de développement économique communautaire. Déterminer les priorités et mettre en place des mesures qui traiteront des besoins relatifs aux ressources humaines, au marché du travail, à l'entrepreneuriat et au développement économique communautaire.	<ul style="list-style-type: none"> • A contribué à l'élaboration d'un cadre stratégique pour appuyer l'immigration économique francophone et le plan de développement économique canadien des communautés de langue officielle en situation minoritaire. • A établi un répertoire d'employeurs et de travailleurs ciblant six régions de l'Ontario. • A mené deux autoévaluations des communautés de langue officielle en situation minoritaire à Peel et à Alexandria.
Déterminer les besoins précis des entreprises par secteur afin de recruter la main-d'œuvre francophone (bilingue) appropriée en menant un sondage et des consultations auprès des entreprises et des partenaires d'employabilité.	<ul style="list-style-type: none"> • A fourni des services d'employabilité à de nouveaux immigrants francophones visant leur intégration dans l'industrie du tourisme. Des ateliers et des présentations ont servi à faire de la sensibilisation concernant les possibilités d'emploi dans le secteur du tourisme. Douze présentations ont été données à des représentants fédéraux et provinciaux et des partenariats ont été conclus avec FedNor, FedDev et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle de l'Ontario. Une demande de financement de 419 400 \$ a été présentée à EDSC (alphabétisation et compétences essentielles). • A participé à des réunions et a appuyé la gestion de quatre Tables de concertation à Windsor-ESSEX Chatham-Kent; Peel, Dufferin et Welland; London et Glengarry : des questions liées au développement économique, à la participation francophone et à l'immigration ont été abordées.
Déterminer les inégalités afin d'encourager l'offre active de produits et de services en français et de qualité égale par les partenaires de développement économique (autoévaluation des communautés de langue officielle en situation minoritaire).	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler à établir des partenariats avec la Société d'aide au développement des collectivités (SADC)¹⁴ en Ontario et mettre en place des projets conjoints (en particulier au nord de l'Ontario). • Développement du tourisme : RDÉE Ontario a réorganisé son site Web pour promouvoir le tourisme francophone. L'organisation a participé à trois sommets du tourisme en Ontario et a planifié un projet intitulé Route Champlain de l'Ontario. De plus, RDÉE Ontario prévoit relancer l'organisation Voyages Ontario. • RDÉE Ontario travaille avec l'Association française des municipalités de l'Ontario dans le but d'encourager les liens entre les municipalités francophones de l'Ontario et les régions francophones de l'Europe.

¹⁴ Les SADC sont des organisations communautaires sans but lucratif gérées par un conseil de bénévoles locaux et constituées de professionnels qui encouragent l'entrepreneuriat et la poursuite d'occasions d'affaires permettant la création d'emplois, la croissance et la prospérité.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
<p>Objectif 2 : Comblé les lacunes en matière d'employabilité et de développement économique à l'aide d'un plan et de services pour répondre à l'offre et à la demande, et en renforçant et en améliorant le rendement des organisations, des entreprises et des entrepreneurs, tout en réduisant l'écart entre eux et les occasions d'affaires.</p>	
<p>Fournir une gamme complète de services afin d'adapter la main-d'œuvre disponible au marché du travail (La Bonne affaire, Emploi Toronto et Place aux jeunes).</p>	<p>RDÉE Ontario a fourni différents services pour adapter la main-d'œuvre au marché du travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Emploi Toronto</u>: Sensibiliser les employeurs anglophones et francophones à l'importance d'embaucher des travailleurs francophones de la France par l'intermédiaire du bureau d'Emploi Toronto géré par RDÉE Ontario en partenariat avec le consulat général de France à Toronto et le ministère des Affaires étrangères de la France : <ul style="list-style-type: none"> ○ A sensibilisé 839 candidats et placé 233 immigrants avec des employeurs. ○ A sensibilisé 556 candidats au Salon Forum Expat à Paris et au Centre culturel canadien durant deux visites de Destination Canada à Paris et à Bruxelles. ○ A offert 33 ateliers ou activités de formation à 340 participants. • <u>Place aux jeunes (Explore tes options)</u> à Prescott-Russell, Windsor/London et Hearst/ Kapuskasing/ Cochrane/ Iroquois Falls : Coordonner les activités régionales pour rejoindre les jeunes francophones. Parmi les activités réalisées, citons : <ul style="list-style-type: none"> ○ La mobilisation de jeunes dans des écoles au sujet de leur communauté et l'organisation de visites exploratoires pour les jeunes auxquelles participaient des partenaires régionaux et des employeurs. Par exemple, des visites exploratoires ont été organisées avec 52 jeunes diplômés d'Ottawa, de Toronto, de Sudbury et de North Bay pour les sensibiliser aux besoins du marché du travail à Hearst, Cochrane et Kapuskasing (impliquant 30 employeurs et 30 partenaires). ○ Créer une base de données comportant une liste de diplômés et envoyer des courriels chaque semaine indiquant les possibilités d'emploi dans leurs communautés d'origine. Publier des offres d'emploi sur Facebook et produire des vidéos sur les jeunes qui reviennent dans leur communauté d'origine. • <u>La Bonne affaire</u> : Sensibiliser les employeurs à l'embauche d'immigrants francophones : <ul style="list-style-type: none"> ○ A offert une formation sur l'employabilité à 1 136 personnes. A trouvé un emploi à 272 immigrants francophones (pourrait comprendre les placements rapportés sous Emploi Toronto). ○ A fait connaître (salons de l'emploi, réunions et séances de sensibilisation) les programmes d'employabilité offerts par le RDÉE avec près de 1 593 employeurs et les avantages d'embaucher des immigrants qualifiés bilingues. ○ A reçu 105 offres d'emploi dans différents secteurs : hôtellerie, TI, Finances et soutien à la clientèle. • <u>Destination Canada</u> : A tenu deux séances de Destination Canada à Toronto et à North Bay avec 51 employeurs à l'automne 2014. A aidé cinq employeurs de l'Ontario à participer à deux visites en Europe avec une liste de 15 offres d'emploi. • <u>Projet prédépart</u> : Un accord entre RDÉE Canada et l'Ontario pour coordonner le projet à l'échelle de 12 provinces ou territoires. Élaborer de nombreux outils de ressources humains (CV, préparation d'entrevue, étude pancanadienne sur des secteurs en expansion et des possibilités d'emploi et guides pour l'intégration sur le marché du travail d'immigrantes et de jeunes immigrants). Présentations à l'Î.-P.-É., à Edmonton, au Congrès Metropolis et dans des salons de l'emploi virtuels.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
<p>Permettre aux organisations d'acquérir les compétences et les ressources nécessaires pour réaliser avec succès des initiatives de développement économique et d'employabilité à l'aide de services d'encadrement et de développement des capacités.</p>	<p>Les activités sélectionnées réalisées par RDÉE Ontario en 2014 et en 2015 comprennent (les initiatives en attente ne font pas partie de cette liste) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Programmation agro-touristique à Welland</u> : Les activités mises en œuvre pour valoriser les entrepreneurs francophones au congrès de 2014 de l'Association française des municipalités de l'Ontario concernant l'agrotourisme. A lancé et géré trois produits d'agrotourisme : la foire gourmande et deux circuits touristiques dans la région de Niagara. • <u>Réseau agroalimentaire de l'Est et du Centre Sud-Ouest</u> : A pour but de soutenir l'établissement d'un réseau de l'industrie alimentaire dans la région de l'Est et du Centre Sud-Ouest de l'Ontario et d'augmenter le marketing et la production de produits. Une liste détaillée des visites, des réunions et du réseau a été produite. <ul style="list-style-type: none"> ○ A obtenu du financement du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (19 905 \$) et de FedDev (47 000 \$) pour élaborer la vision, la mission et le plan stratégique du réseau ainsi qu'un plan commercial opérationnel (réalisé et présenté à FedDev). ○ Établir un répertoire d'entrepreneurs francophones de l'industrie alimentaire. • <u>Place aux femmes dans les postes de direction au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire</u> : Le projet a pour but de comprendre les défis et de déterminer les stratégies pour améliorer l'accès des femmes francophones et acadiennes aux postes de direction dans leur communauté (avec RDÉE Canada et deux autres RDÉE). A donné neuf séances de formation en 2015 à 89 femmes à Toronto, à Ottawa, à Oshawa et à Durham. A aidé 31 femmes à rédiger leur plan d'action par téléphone. • <u>Missions économiques Alliances d'affaires</u> : A organisé de petites missions économiques avec des employeurs. Neuf participants étaient présents à Futurallia 2014 et chacun a rencontré 13 ou 14 entreprises. De plus, une mission exploratoire municipale a été organisée et six participants sont allés en France (ils ont visité trois régions) pour rencontrer des acteurs du domaine du développement économique. Établir une liste de municipalités intéressées par la création d'alliances avec des municipalités françaises. • <u>Projets d'approche communautaire à North Bay</u> : Le projet a pour but de créer un sentiment d'appartenance et de fierté et de stimuler la participation et la contribution au développement économique de North Bay. A organisé trois soupers de réseautage avec 174 participants. A remis à 130 entreprises des autocollants indiquant qu'ils fournissaient des services en français. • <u>Plan d'expansion de la Chambre de commerce de Nipissing Ouest</u> : A soutenu l'organisation, la planification et les communications internes pour augmenter le nombre de membres et permettre la survie à long terme de la Chambre. • <u>Missions économiques agroalimentaires au Bas Saint-Laurent</u> : A visité le Centre de développement bioalimentaire du Québec avec la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Kamouraska. • <u>Relève d'entreprise</u> : Projet établi pour répondre aux besoins urgents dans le nord de l'Ontario. Symposium tenu en octobre 2014 avec 110 participants. Un guide sur la relève d'entreprise pour les entreprises sociales a été produit. • <u>Accès au microcrédit pour les entreprises francophones du sud de l'Ontario</u> : A aidé à obtenir du financement pour la rédaction de plans d'affaires. A informé 650 candidats potentiels (à Toronto, à Brampton et à Mississauga) des fonds offerts par l'intermédiaire de la Fondation franco-ontarienne (FedDev). A aidé

Objectifs et activités	Résultats rapportés
	<p>35 demandeurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Produits locaux Éco-Huronie</u> : Appuyer la mise en place d'un centre d'apprentissage pour la production d'aliments biologiques, la sensibilisation aux aliments sains et la promotion des activités d'agrotourisme et d'écotourisme. • <u>La Route des francophones (Windsor-Essex)</u> : Élaborer des produits touristiques et des partenariats à Windsor-Essex Chatham-Kent. Planifier l'ouverture du musée communautaire de Windsor. La Ville de Windsor investira 126 000 \$ pour rénover et moderniser le musée. L'exposition « Racines françaises de Windsor » a ouvert ses portes en décembre 2015. • <u>Maison de la Francophonie de Toronto</u> : A pour objectif d'acheter un édifice à Toronto et d'obtenir du financement des gouvernements fédéral/provinciaux. Un montant de 22 M\$ est nécessaire. Un lobbyiste a été embauché. Le comité du projet a tenu 22 réunions. Réunions avec des personnalités publiques de l'Ontario et de Toronto pour obtenir du soutien pour le projet. • <u>Partenariat entre PARO et RDÉE Ontario</u> : PARO offre des services dans le domaine du développement d'entreprises aux femmes francophones du nord de l'Ontario. A présenté le programme à 150 femmes à Kapuskasing, en partenariat avec la Chambre de commerce et le Centre des entreprises de Timmins. A aidé sept femmes à mettre en œuvre un plan d'affaires ou à acheter une entreprise et quatre femmes à accéder à du financement. • <u>Vision Africana 2000</u> : Soutient la création d'un studio de musique pour les jeunes immigrants de la région métropolitaine de Toronto. A ouvert ses portes le 10 avril 2015 et 50 jeunes y sont inscrits.
<p>Encourage les entreprises à agir différemment, en vue de croître et de réussir, en offrant des occasions d'échanges et d'encadrement en matière d'alliances commerciales (forums et missions exploratoires).</p>	<p>Les projets/activités clés comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Réseau M</u> : Un programme de mentorat en entreprise en Ontario. A mis en place une stratégie de marketing et a fait la promotion du programme dans le cadre d'un bon nombre de réunions et d'événements, et auprès des communautés. Des efforts ont été consacrés au recrutement et à la formation des mentors. Cellules de mentorat établies à Toronto, à North Bay et à Nipissing Ouest. <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation à North Bay (114 participants) et à Rivière-des-Français (95 participants). ○ A présenté le Réseau M aux SADC de Timmins, de Kapuskasing, de Kirkland Lake, de South Temiskaming et de Hearst. • <u>Naturallia 2015</u> : Forum international sur les alliances commerciales dans le secteur des ressources naturelles organisé par RDÉE Ontario et tenu à Sudbury du 11 au 13 novembre 2015, auquel 200 personnes de 150 entreprises, 12 pays et 7 provinces ont participé. Financement de 400 000 \$ obtenu, en plus de 202 650 \$ en nature. Activités de recrutement tenues au Canada, en Amérique latine, en Europe et en Afrique. • <u>Thetis International</u> : Une entreprise sociale de RDÉE Ontario. Site Web d'une agence de recrutement (le service entraîne des frais) donnant accès à des CV (2 600) et aux compétences de candidats bilingues et permettant d'afficher des offres d'emploi. • <u>Entreprise sociale Vice Versa</u> : Une entreprise sociale de RDÉE Ontario qui fournit des services d'interprétation simultanée, de traduction, de location d'équipement et d'organisation de grands événements. Les services ont été utilisés par 60 clients pour un total de 37 000 \$.

Objectifs et activités	Résultats rapportés
	<ul style="list-style-type: none"> • Projet Ecorismo : Ecorismo regroupe des solutions en matière de développement durable ou de responsabilité sociale d'entreprise liées à la rentabilité à long terme de l'entreprise. RDÉE Ontario travaille avec RDÉE Canada à la mise en œuvre du projet, en ciblant le tourisme. <ul style="list-style-type: none"> ○ A présenté le projet à 300 participants lors d'une conférence internationale pour le lancement du réseau des villes francophones de l'Amérique du Nord. ○ Une proposition de partenariat avec l'Association de l'industrie touristique de l'Ontario a été présentée.
<p>Encourager les entrepreneurs à acquérir des compétences qui leur permettront d'être les premiers au courant des défis, des nouveautés, des projets d'expansion et des alliances stratégiques en offrant des ateliers en partenariat avec des acteurs du développement d'entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion et maintien du secteur commercial de la région de Nipissing Ouest : Projet sur plusieurs années visant l'amélioration des marchés locaux en assurant la durabilité et des occasions de croissance. Principales activités : <ul style="list-style-type: none"> ○ A tenu trois rassemblements commerciaux auxquels ont assisté 121 participants. ○ Une étude des occasions d'affaires et des lacunes commerciales a été réalisée et présentée à la communauté. ○ A sensibilisé 300 personnes au secteur de l'agriculture et aux produits alimentaires disponibles. ○ Des réunions du comité de l'agriculture ont été tenues pour planifier l'événement de « Festin à la Ferme » en août 2016 et un symposium régional en mars 2016 à Sturgeon Falls (97 agriculteurs et intervenants y ont participé). • Développement d'un climat propice aux affaires à Rivière-des-Français : Évaluer les besoins des entreprises et élaborer des outils pour les aider. A mis au point une base de données regroupant 177 entreprises de la région. <ul style="list-style-type: none"> ○ A organisé un forum des donateurs auquel 42 entreprises ont participé. ○ A offert six cours sur l'entrepreneuriat à six jeunes sur la planification d'entreprise, le marketing, la segmentation, la sélection de marchés, le prototypage et les techniques de présentation. ○ A organisé une séance de formation sur les médias sociaux pour des entreprises. ○ A formé 31 participants sur les façons d'augmenter leur visibilité à l'aide des médias sociaux et sur les manières de présenter leurs produits. • RDÉE Ontario s'efforce d'influencer la programmation de la Legacy Conference à Ottawa, à laquelle participent de 600 à 800 étudiants entrepreneurs du Canada.
<p>Objectif 3 : Favoriser la confiance et la collaboration parmi les organisations, les entreprises, les gouvernements et la communauté pour encourager l'inclusion de toutes les personnes durant la croissance des communautés.</p>	
<p>Mettre en place des projets de collaboration mutuellement bénéfiques pour RDÉE Ontario, ses clients et ses partenaires. Encourager des partenariats durables dans les communautés pour assurer la réussite des initiatives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • RDÉE a organisé un gala des petites et moyennes entreprises à Toronto, qui a attiré 180 participants (dont 60 entreprises). • A offert des séances de formation aux employeurs sur la croissance par les alliances stratégiques. Quatre séances ont été organisées à North Bay (50 participants). • A participé à un groupe de travail sur les questions économiques liées à l'économie francophone canadienne. • Forum des donateurs pour le fonds Prescott-Russell : créer un concept de forum de donateurs afin de fournir aux communautés les outils requis pour soumettre des demandes de financement et pour gérer les fonds reçus. Forum tenu en octobre 2014 à Alfred avec 80 participants et 10 donateurs.